

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2552 - LUNDI 7 MARS 2015

PROCÈS CONTRE LES MILITANTS DE LUCHA

La peine des six condamnés réduite à six mois de prison

Condamnés à deux ans de prison en première instance, les six militants du mouvement pro-démocratie Lucha poursuivis pour « tentative d'incitation à la révolte » ont vu leur peine être réduite à six mois de prison en appel. Ce qui constitue une victoire lorsqu'on sait que le ministère public, qui avait également fait appel contre le jugement en première instance, avait plutôt requis dix ans d'emprisonnement.

Préoccupé par ce qu'il qualifie d'instrumentation du système judiciaire congolais contre les acteurs de la société civile, le directeur du Bureau conjoint de l'ONU aux droits de l'Homme en RDC, José Maria Aranaz, estime pour sa part que cette condamnation prouve une tendance à la répression des libertés d'expression. [Page 14](#)



Les six militants de Lucha condamnés à Goma

VIE DES PARTIS

Moïse Moni Della crée le Conadé

Moïse Moni Della Idi dépose ce lundi au ministère de l'Intérieur, les dossiers relatifs à la demande de l'acte d'agrément d'un nouveau parti politique dénommé Conservateurs de la nature et démocrates (Conadé). Cet ancien secrétaire général du Rassemblement des Congolais démocrates et nationalistes (RCD/N) sera accompagné dans cette noble et ambitieuse mission, des fondateurs de cette formation politique représentant toutes les provinces de la RDC. Conadé, explique-t-on, est un parti politique à sensibilité écologique. C'est donc au sein de cette nouvelle formation politique que l'ancien coordonnateur de la plate-forme « Soutien à Étienne Tshisekedi » pense continuer le combat pour la liberté après avoir claqué les portes du RCD/N il y a quelques mois et s'être désolidarisé avec le président Roger Lumbala. [Page 13](#)



DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE Promouvoir une nouvelle race d'entrepreneurs locaux face à la concurrence étrangère

Pour accompagner l'émergence des secteurs autres que les industries extractives, les cabinets spécialisés multiplient actuellement les sessions de formation en faveur des entrepreneurs locaux désireux de se frotter à leurs concurrents étrangers. Actuellement, beaucoup d'experts offrent leur expertise aux entreprises pour leur permettre de faire face à certaines problématiques dont la connaissance du marché et de ses attentes, l'ouverture du dialogue avec le client et la fidélisation de la clientèle. Alexandra Kizizié du cabinet Metanesis, auteur de deux livres intitulés Vente - attitude commerciale et Vente - techniques commerciales, estime que la RDC est bien dans une dynamique de croissance. Et maintenant, beaucoup d'entreprises internationales viennent s'implanter dans le pays. Ce nouvel environnement des affaires constitue une nouvelle donne à prendre très au sérieux.

[Page 14](#)

COOPÉRATION RDC-GRANDE BRETAGNE Nick Hurd : « La Constitution devrait être respectée »

En visite de trois jours en RDC dont la dernière étape était la ville de Goma, l'officiel britannique en a profité pour réitérer la position de son pays en rapport avec le processus électoral en cours en RDC. Il ressort de l'audience qui lui a été accordée le 4 mars par le Premier ministre, Matata Ponyo, que la Grande Bretagne continue de faire une fixation sur le respect de la Constitution pour la tenue des élections en RDC. [Page 14](#)

ÉDITORIAL

Alerte

Des informations qui remontent ces temps-ci vers nous, il ressort que certains tenants de l'opposition dite « radicale » mettront tout en œuvre, à quelques heures du premier tour de l'élection présidentielle, pour empêcher la bonne tenue du scrutin. Et parmi les procédés qu'ils comptent utiliser afin de décrédibiliser le vote figure en bonne place le retrait brutal et tardif d'un certain nombre de candidatures. Ceci sous le prétexte que le vote serait mal organisé et dans le seul but de déchaîner une vague médiatique au plan international qui salirait l'image des autorités de la République, rendrait suspects les résultats du scrutin, peut-être même provoquerait son annulation.

Nous ne citerons évidemment ici aucun nom, mais ceux qui préparent cette opération doivent savoir que leur stratégie est d'ores et déjà connue, décryptée, analysée – et pas seulement par les institutions congolaises chargées d'organiser l'élection présidentielle –. Ils ne peuvent donc guère espérer que l'effet de surprise jouera en leur faveur s'ils décident d'aller jusqu'au bout de la démarche pour le moins vicieuse qu'ils semblent mettre aujourd'hui au point. Et, bien entendu, cela ne modifiera en rien le processus en cours, pas plus d'ailleurs que leur appel au boycott du référendum n'avait empêché l'adoption de la nouvelle Constitution le 25 octobre dernier.

Ceci étant dit il revient aux autorités de la République et aux organes chargés de conduire la nouvelle consultation populaire de démontrer que les arguments avancés par leurs adversaires ne reposent sur aucune base sérieuse, qu'elles sont simplement le fruit d'une nouvelle tentative de déstabilisation de notre pays par des politiciens qui n'ont guère d'assise populaire et cherchent donc à se faire entendre par les procédés les moins démocratiques. Plus que jamais la préparation du scrutin du 20 mars doit être conduite avec rigueur et professionnalisme afin de démontrer que notre jeune démocratie a les moyens de garantir aux citoyens qu'ils peuvent exercer leurs droits civiques en toute liberté.

Ajoutons, pour faire bonne mesure, que le retrait sous de fallacieux prétextes de l'une ou l'autre des personnalités politiques qui ont fait acte de candidature permettra de savoir qui veut empêcher notre pays de progresser sur la voie de la démocratie empruntée au lendemain des guerres civiles de 1997 et 1998.

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou s'engage à créer des emplois pour les jeunes

A l'occasion du lancement officiel de sa campagne en vue de l'élection présidentielle du 20 mars prochain, le candidat Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou s'est adressé à ses partisans en s'engageant à créer des emplois pour les jeunes.

Le candidat Joseph Kignoumbi-Kia-M'Boungou a d'entrée de jeu expliqué à ses sympathisants les raisons qui lui poussent à se présenter à cette élection en 2002 et 2009.

« Nous pensons qu'il faut continuer de militer pour l'apaisement dans le pays même si ceux qui sont aux affaires ne sont pas forcément pour l'apaisement. Nous avons écouté les congolais que vous êtes, que vous représentez ici par cet échantillon. Nous sommes soucieux de la paix dans ce pays. Nous sommes soucieux de voir ce pays se développer pour que les jeunes soient des véritables gestionnaires de la chose publique », a déclaré le candidat Kignoumbi.

Il a cependant regretté le tribalisme, et l'esprit ethnique qui prédominent encore dans la pensée des hommes politiques. « C'est pour cela qu'il faut gouverner autrement c'est-à-dire, ne plus regarder l'origine de chacun et



Joseph Kignoumbi Kia-Mboungou s'adressant à ses militants

que chaque congolais qu'il soit du nord ou du sud de telle ethnie ou telle autre, ne soit considéré que comme un congolais à part entière et que l'égalité des chances soit véritablement l'action qui conduise les hommes politiques. »

Ce dernier a en outre appelé les jeunes qui constituent la couche la plus importante de notre population d'aller massivement voter pour lui le 20 mars prochain.

« Nous allons regarder une fois élu, les problèmes des jeunes. D'abord leur formation parce que nous avons besoin d'une jeunesse bien formée qui prendra la relève. Bien former suppose

qu'on fasse de vous des cadres dignes de ce nom qui iront directement dans la vie active et même d'avoir demain la possibilité d'être des hommes d'affaires parce que l'Etat qui sera conduit par le candidat que je suis privilégiera les jeunes que vous êtes en leur donnant la possibilité d'avoir du travail, de créer des emplois eux-mêmes ».

Joseph Kignoumbi Kia-M'Boungou a par ailleurs évoqué les problèmes de santé et d'éducation qui se posent avec acuité dans ce pays. A propos, ce dernier a promis créer des hôpitaux et des écoles de proximité.

Jean Jacques Koumbema

Les anciens parlementaires du Congo appellent à un scrutin apaisé

Dans une déclaration publiée le 4 mars à Brazzaville, l'association des anciens parlementaires du Congo, que dirige François Lekaka, a formulé le vœu de voir l'élection présidentielle du 20 mars, se dérouler dans le calme, la sérénité et la paix.

Les anciens parlementaires du Congo ont déclaré que quel que soit le candidat qui sortira vainqueur, la victoire ne sera que congolaise. « En sa qualité de force vive de la nation, l'association des anciens parlementaires du Congo, réunit en bureau

exécutif national élargi au commissariat aux comptes et à l'éthique, fière d'appartenir à ce peuple, demeure confiante et rassurée du génie du peuple congolais », a précisé le texte.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzo-
ukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia
Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsi-
gnet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE DU 20 MARS

Denis Sassou N'Guesso dévoile un projet de société en six axes

«La marche vers le développement. Allons plus loin ensemble»: tel est l'intitulé du projet de société de Denis Sassou N'Guesso à la faveur de l'élection présidentielle du 20 mars. Candidat à sa propre succession, le chef de l'Etat sortant a officiellement dévoilé ce texte à Pointe-Noire, devant les hommes d'affaires à la veille du meeting d'ouverture de sa campagne ce 5 mars.

Le projet de société de Denis Sassou N'Guesso est décliné en six axes principaux à savoir: mettre les femmes et les hommes au cœur du développement; conforter le rôle stratégique de l'Etat dans l'économie et dans la sphère sociale; consolider et pérenniser la croissance économique inclusive par la diversification et les réformes économiques; préparer les jeunes à l'emploi par la formation qualifiante; arrimer le Congo au développement de l'économie numérique; poursuivre les réformes institutionnelles. Comme on le constate, les mots Économie, Réformes et Développement occupent une place de choix dans le projet de société du candidat Denis Sassou N'Guesso. «Je n'imagine pas le Congo autrement que comme un pays développé», concède-t-il dans le préambule du texte qu'il propose aux Congolais à l'appui de la demande de leurs suffrages. Se montrant sensible aux contre-coups de la conjoncture économique difficile que traversent le Congo et d'autres pays producteurs de pétrole en raison de la chute drastique du prix du baril de l'or noir, Denis Sassou N'Guesso es-

time que « Par ces temps difficiles, il n'y a pas de place ni pour l'amateurisme, ni pour l'apprentissage, ni pour la revanche ». A ses yeux : « Ne méritent l'attention et l'intérêt que le travail acharné et ses résultats au profit du peuple ». Il dit par ailleurs se présenter à ce scrutin en homme de conviction et d'expérience.

On se trouve dans une posture de continuité d'une action commencée les sept dernières années dans le cadre de son programme du «Chemin d'avenir» présenté aux Congolais en 2009. Celui-ci s'était traduit par la dotation du pays en infrastructures de base divers. Dans le nouveau contrat qu'il propose à ses compatriotes, Denis Sassou N'Guesso préconise en effet de : industrialiser le pays par la production locale des biens manufacturés ; industrialiser le pays par la structuration de l'offre locale du tourisme ; industrialiser le pays par les services ; créer des zones économiques spéciales ; créer les conditions de l'émergence d'une industrie lourde. Pour le candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle, la marche accélérée vers le développement du Congo passe entre autres par : «le travail, la rigueur, la discipline, la responsabilité, la conscience, la probité, l'esprit d'entreprise, la volonté de réussir, le goût de l'effort soutenu et l'amour de la patrie». Un ensemble de valeurs qui, faut-il le souligner, méritent d'être portées au plus haut niveau de l'action politique des gouvernants.

Gankama N'Siah

Denis Sassou N'Guesso mobilise ses partisans de Pointe-Noire et du Kouilou

Numéro 1 sur le bulletin unique du scrutin présidentiel du 20 mars qui l'oppose à huit autres candidats, Denis Sassou N'Guesso a tenu son premier meeting de campagne, le 5 mars, au rond-point Lumumba dans le premier arrondissement de la ville de Pointe-Noire. La place publique a été prise d'assaut par une foule compacte et où flottaient de nombreuses banderoles à l'effigie du candidat du Rassemblement de la Majorité présidentielle ainsi que celles déployées par les nombreuses formations et associations politiques qui le soutiennent.

Entouré de son équipe de campagne, Denis Sassou N'Guesso s'est offert un bain de foule en compagnie de son épouse sous les ovations de l'assistance. Puis est venu le temps des discours: «Notre champion, l'homme qui a vaincu de nombreux défis» répétait un modérateur plein d'emphase et d'énergie, qui prédisait la victoire de ce dernier dès le premier tour. Le représentant des églises qui lui a succédé a invité les 9 candidats à préserver le climat de paix que connaît le pays depuis plusieurs années. Le vœux de voir Denis Sassou N'Guesso l'emporter dès le premier tour comme l'exprimait le modérateur au début du meeting a été relayé par le délégué de la jeunesse, la déléguée des femmes, celui des sages de Pointe-Noire et du Kouilou à «Un coup KO», comme pour appuyer le message des premiers



Arrivée du candidat Denis Sassou N'Guesso sur le lieu du meeting

orateurs. Intervenant en dernier lieu, Denis Sassou N'Guesso a rappelé les progrès accomplis par le pays sous ses deux premiers septennats: routes, barrages hydroélectriques, aéroports, industrialisation en développement, infrastructures scolaires et sanitaires. Il promet de répéter l'expérience de la municipalisation accélérée pour Pointe-Noire et le Kouilou en 2017 s'il est élu, mais aussi la construction du barrage de Sounda. Il a répondu aux voix qui lui parlaient de l'emploi des jeunes dans la foule en annonçant des opportunités de formation qualifiante, gage sûr pour intégrer le marché du travail a-t-il déclaré. Il se dit optimiste pour l'implantation de la zone économique spéciale à PoInte-Noire et le montage d'autres unités de production dans cette partie du pays grâce aux partenariats qui seront conclus avec des opérateurs chinois, sud-africains et

bien d'autres.

Le candidat Denis Sassou N'Guesso a aussi longuement commenté son projet de société « La marche vers le développement. Allons plus loin ensemble », présenté comme la capitalisation sur les expériences de la Nouvelle Espérance et du Chemin d'avenir, les projets ayant guidé son action les quatorze dernières années.

Durant son intervention, le chef de l'Etat sortant n'a pas fait allusion à ses concurrents au scrutin du 20 mars. Il a en revanche souhaité que le vote se déroule dans la quiétude invitant tout naturellement les Pontenegrins, Pontenegrines, Koulois et Kouloises à lui accorder leurs suffrages à cette occasion avec la formule consacrée par son équipe d'un but sur penalty, synonyme de sa victoire dès le premier tour. Denis Sassou N'Guesso a poursuivi sa campagne électorale dimanche 6 mars par l'étape de la Cuvette-Ouest.

G.N'S.

LE FAIT DU JOUR

RCA quelle marge de manœuvre pour Faustin Archange Touadera ?

Inconnu du grand public, du moins à l'extérieur de son pays, Faustin Archange Touadera a créé la surprise lors du premier tour de l'élection présidentielle centrafricaine tenu le 30 décembre 2015. En se hissant à la deuxième place, avec 19,42 % des voix, derrière Anicet Georges Dologuelé, l'un des favoris de ce scrutin, le dernier Premier ministre (2008-2012) de l'ex-président François Bozize a été élu au deuxième tour, le 14 février dernier, avec un score honorable de plus de 62, 69 %. Avec une telle avance sur son challenger, il n'a immédiatement pas de souci à se faire pour asseoir sa légitimité accordée par les urnes, et donc ses compatriotes.

Comme dans ce genre de circonstances particulières où un candidat à une élection majeure réalise son rêve de commander ses compatriotes au plus haut sommet de l'Etat, les premiers mots du nouveau président centrafricain ont pris leur source dans son engagement à servir son pays : « Centrafricains de toutes les régions, de toutes les religions, des différents statuts sociaux, de tous les secteurs d'activités, de toutes

les générations, nous allons transformer notre pays en un vaste chantier offrant des opportunités d'emplois aux jeunes, créant des richesses pouvant être redistribuables de manière équitable ».

Crédité d'un préjugé favorable hérité de son passage à la Primature, lorsqu'il réussit, entre autres, à rétablir le paiement régulier du salaire des fonctionnaires, Faustin Archange Touadera est conscient des défis qui l'attendent : « il reste le plus dur à faire, la reconstruction du pays dans l'unité, la paix pour un développement durable », assurait-il toujours dans ses premières déclarations. En réalité la question principale qu'il faudrait se poser au sujet du nouveau président de Centrafrique est celle de savoir s'il aura les mains libres pour mener à bien sa mission.

Dans la situation actuelle de la Centrafrique, minée par une crise de plusieurs années, ce ne seront pas seulement les moyens financiers qu'il faudra mobiliser pour redémarrer. Ce seront en même temps les ressources humaines. La Centrafrique est un pays qui regorge

de cadres dans divers domaines. Chacun sait néanmoins combien Touadera a bénéficié du soutien de la plupart des candidats recalés au premier tour pour l'emporter haut-la-main au second. Il lui faudra arbitrer avec tact au moment disons-le de façon triviale, du « partage du gâteau ». En se rappelant toujours le constat de Napoléon « Toutes les fois que je donne une place vacante, je fais un ingrat et cent mécontents ».

Et ce n'est pas parler en l'air que de dire que la première mise en route du programme de Faustin Archange Touadera sera de savoir opérer le choix des hommes et des femmes qui l'accompagneront dans l'exaltante mission de redonner à la Centrafrique la place qui lui revient dans le concert des Nations : administration publique, forces de défense et de sécurité, justice, autant de grands corps de l'Etat asséchés par la crise qui auront besoin chacun de bon coup de fouet pour restaurer l'autorité de l'Etat. Pour réussir les amis qui lui ont apporté des voix et attendent en retour des strapontins doivent avoir à l'esprit que leur pays a besoin de « soins intensifs » pour reprendre souffle.

En famille, quand on est en présence d'un grand malade on se ressoude les coudes pour le sauver, on ne commet pas l'irresponsabilité de se diviser pour signer son arrêt de mort. Riche de son sol, de son sous-sol et des énergies de ses filles et fils, la Centrafrique est en mesure de relever les défis de son développement et elle peut pour cela aussi compter sur l'appui de ses voisins de la sous-région d'Afrique centrale qui ne l'ont pas abandonnée pendant les moments d'incertitude.

C'est peut-être ce message de solidarité que le nouveau chef de l'Etat du pays de Barthélemy Boganda a échangé avec ses homologues Obiang Nguema Mbasogo, de Guinée Equatoriale, Idriss Deby Itno, du Tchad, et Denis Sassou N'Guesso du Congo qui a assuré la médiation dans la crise qui a secoué la Centrafrique pendant beaucoup trop longtemps. Sans doute poursuivra-t-il ses voyages de prise de contacts dans les autres pays de la sous-région avant de regarder plus loin, chez les partenaires extérieurs à la CEMAC.

Gankama N'Siah

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Le MJP appelle les Congolais à voter massivement Denis Sassou N'Guesso

Le Mouvement des jeunes patriotes (MJP) a entamé sa campagne le 5 mars au stade Saint-Denis à Mpila, dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, Ouenzé, sous le slogan : « Denis sera élu dès le premier tour ».

Les orateurs qui se sont succédé à la tribune ont appelé à voter massivement le 20 mars pour le candidat Denis Sassou N'Guesso, afin que, ont-ils dit, qu'il obtienne la victoire dès le premier tour du scrutin. Les jeunes patriotes justifient cet engagement par le fait que le candidat de la majorité présidentielle a une grande expérience dans la gestion de l'Etat. Les filles, quant à elles, ont souhaité la victoire de Denis Sassou N'Guesso parce que, la Constitution actuelle, qui instaure la nouvelle République, offre une place de choix à la parité. Denis Sassou N'Guesso, selon l'oratrice, s'est toujours engagé pour l'amélioration de la condition de la femme congolaise.

« La paix et la stabilité sociale demeurent les valeurs indéniabiles pour le développement des nations », a déclaré Marc Nsondet, président du Mouve-



Gilles Latrau

ment Réveil 2020, co-organisateur de ce meeting avec le MJP. L'orateur a, en outre, insisté sur la promotion des valeurs de paix et de démocratie pour que le Congo, a-t-il renchéri, ne retombe plus dans les égarements du passé qui ont, a-t-il insisté, empiété lourdement sur le développement du pays. « La paix doit être une béquille pour le Congo. Elle est incarnée par Denis Sassou N'Guesso. Il en a donné des preuves de sa matérialisation », a-t-il conclu.

Prenant la parole à son tour, le président du MJP, Gilles Latrau a appelé les Congolais à voter pour Denis Sassou N'Guesso parce qu'il est, selon lui, le seul capable de conduire le Congo vers les horizons meilleurs, à travers son nouveau projet de société intitulé : « La marche vers le développement ». Père du dialogue intergénérationnel, selon Gilles Latrau, le candidat de la majorité présidentielle est le seul espoir des Congolais.

Roger Ngombé

VIE ASSOCIATIVE

Création d'une nouvelle association politique : le Réseau des leaders républicains

Ce groupement d'associations et mutuelles politiques essentiellement juvéniles, se réclamant de la majorité présidentielle, a fait son entrée politique le 2 mars à Brazzaville. Le Réseau des leaders républicains (RLR), que dirige Célestin Okandzé, vise entre autres à renforcer l'unité nationale et à cultiver les valeurs de paix et de bonne gouvernance.

Le RLR dont le président d'honneur est le maire de Talangai (6^{ème} arrondissement de Brazzaville), Privat Frédéric Ndéké, est une plateforme regroupant

quarante-trois associations et mutuelles politiques sélectionnées dans tous les départements du Congo. Force associative juvénile de gauche, le RLR qui défend les valeurs républicaines, est créé pour envisager un certain nombre d'objectifs fondamentaux. A priori, ce cartel prône le rejet du tribalisme et milite indéfectiblement pour le renforcement de l'unité nationale, en consolidant la démocratie pluraliste et la paix sociale dans le pays. Le Réseau des leaders républicains s'attèle aussi à cultiver les valeurs de bonne

gouvernance, combat efficacement la corruption, la concussion et le détournement des deniers publics ainsi que tous les autres antivaleurs. C'est un espace de concertation et d'action, en vue de promouvoir la paix et les valeurs républicaines. Il combat les antivaleurs et le repli identitaire. Il regroupe en son sein les associations, les leaders d'opinion, les individualités, les mutuelles et les apolitiques venus de divers horizons.

Le RLR constitue une machine électorale au profit du candidat Denis Sassou N'Guesso, souligne son coordonnateur national, Célestin Okandzé. Le RLR est composé de deux instances dirigeantes : un bureau exécutif national de 15 membres et un comité de suivi et d'évaluation de 5 membres.

Etant une plateforme de la majorité présidentielle, le RLR promet de battre campagne pour le candidat Denis Sassou N'Guesso sur l'ensemble du territoire. Pour atteindre cet objectif, des directeurs de campagne ont déjà été installés dans les douze départements du pays.

Firmin Oyé



Une vue des membres du RLR lors de la sortie officielle (photo adiac)

DRAME DE MPILA

Un anniversaire comémoré sous le signe de la méditation

Les candidats de l'opposition congolaise à l'élection présidentielle du 20 mars, réunis au sein de l'IDC-Frocad ainsi que l'indépendant Jean-Marie Michel Mokoko ont rendu hommage vendredi aux victimes du 4 mars.

Quatre ans après, alors que cette journée marque en 2016 l'ouverture de la campagne, les candidats de l'opposition ont préféré la placer sous le signe de la méditation. Aussi, ils ont déposé tour à tour la gerbe de fleur lors du recueillement, en présence des membres des familles éplorées, qui pour la plupart sont victimes de ce sinistre. « Le 4 mars est une date fatidique pour notre pays et j'ai trouvé indécent de commencer la campagne sans se souvenir de ce drame auquel j'associe les autres drames qui ont fait des victimes d'une mort violente et inattendue. Des consignes ont été données à ceux qui sont dans mes comités de soutien afin de consacrer cette journée à la méditation. Je viens d'entendre avec beaucoup d'émotion et d'indignation ce que les familles ressentent. En tant que candidat, cela me va droit au cœur. Je compatiss sérieusement et du fond de mon cœur », a déclaré Jean Marie Michel Mokoko, avant de poursuivre « Ce qui est certain, c'est que si le peuple me fait confiance, je placerai au centre de mes préoccupations l'intérêt général ».

Et André Okombi Salissa d'ajouter : « L'opposition réelle a préféré célébrer cette journée en signe de méditation et de recueillement, parce que nous pensions que la date de

l'ouverture de la campagne électorale ne pouvait pas correspondre à une journée aussi tragique que celle-ci. Pour nous, la campagne ne commence qu'à partir du 5 mars. Nous demandons à tous les congolais de se souvenir de cette journée triste pour notre nation ».

Le président du collectif des sinistrés du 4 mars, Joe Washington Ebina s'est pour sa part réjoui du fait que les quelques candidats ont respecté le mot d'ordre donné à l'ensemble de la classe politique pour honorer la mémoire des disparus. « Nous avons demandé aux candidats de ne pas lancer leur campagne présidentielle aujourd'hui pour se joindre à nous. Les leaders de l'opposition sont venus ici pour déposer la gerbe de fleur pour montrer leur compassion aux sinistrés, aux victimes du 4 mars. Nous les remercions pour cette compassion. C'est aussi une manière de dire que notre douleur est aussi celle de tous les Congolais. Les victimes du 4 mars ont grand besoin que leurs problèmes soient résolus », s'est-il réjoui, avant qu'un membre du dit collectif lance un cri de cœur aux autorités compétentes : « Les victimes sont abandonnées à elles mêmes. À Mpila, nous vivons sous les tentes, dans les décombres. On ne veut pas reconstruire nos maisons. L'Etat ne veut rien savoir de notre problème ».

Pour rappel, il y a quatre ans jour pour jour qu'explosait le dépôt de munition de Mpila ayant coûté la vie à environ 300 morts, d'énormes dégâts matériels et des milliers de sans abri.

Josiane Mambou Loukoula

VIE ASSOCIATIVE

Le Mouvement des femmes actives du Congo fait sa sortie officielle

Cette association politique qui a fait sa sortie officielle le 3 mars à Brazzaville, œuvre pour une amélioration concrète de la condition de la femme.

Le MFAC a pour cible les femmes congolaises et les décideurs politiques et économiques. Ce mouvement intervient dans plusieurs domaines à savoir : l'éducation, la santé, les droits de la femme, l'économie et l'insertion professionnelle.

Son but : identifier les femmes actives à travers tout le Congo ; gérer une base de données sur les femmes actives ; encadrer et former les femmes, afin de leur fournir des moyens légaux pour faire face aux éventuelles discriminations ; constituer un lobby national capable de contribuer à l'évolution des mentalités culturelles et à l'aménagement des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'égalité des droits entre homme/femme ; soutenir les efforts du gouvernement et des partenaires au développement en faveur de la promotion de la femme.

Placées sur le thème : « la condition féminine en République du Congo... », ces assises ont permis la mise en place des instances dirigeantes. Présidée par Stella Mensah Sassou Nguesso, ladite association comprend une assemblée générale, un conseil d'administration, un commissariat aux comptes, un bureau exécutif dirigé par Danielle Sassou Nguesso, qui en est la secrétaire générale et enfin des commissions de travail. « Le mouvement des femmes actives du Congo a pour objet de militer pour le renforcement de la position des femmes dans tous les domaines d'activités et pour la promotion du rôle des compétences des femmes actives tant en zone rurale que dans les milieux urbains, dans le développement économique local et national », a déclaré la présidente. Après avoir rendu hommage à Denis Sassou N'Guesso pour tous les efforts consentis en vue de pérenniser la paix au Congo, elle a, en outre, invité tous les acteurs à privilégier la paix durant le processus électoral.

J.M.L.

CUVETTE-OUEST

La Fondation Perspectives d'avenir administre des soins gratuits à près de 4 000 patients

Le programme de santé communautaire qui a séjourné à Ewo, chef-lieu du département de la Cuvette-Ouest, a laissé des fortes impressions. Au total 218 personnes ont été opérées avec succès, 395 consultées en radiologie et 509 en échographie ainsi que bien d'autres.

Les malades, qui ont pris d'assaut l'hôpital mobile installé du 16 février au 2 mars à Ewo par la Fondation Perspectives d'avenir que dirige le député d'Oyo, Denis Christel Sassou N'Gusso, étaient nombreux. En effet, les patients sont venus des six districts du département de la Cuvette-Ouest, notamment Itoumbi, Mbama, Okoyo, Kellé, Mbomo et Ewo ainsi que de Brazzaville, Oyo, Ouessou et Pointe-Noire. Sur place, ils ont été reçus par l'équipe du Dr Emmanuel Koutaba, composée des médecins assermentés, parmi lesquels des spécialistes en ophtalmologie, radiologie et échographie. On y trouvait le laboratoire, les équipements, les salles d'hospitalisation (dans les tentes climatisées). « Nous avons consulté près de 4000 personnes (adultes et enfants confondus). En général, nous avons pratiqué 218 interventions chirurgicales; 509 extractions dentaires; 258 soins dentaires. 218 personnes opérées

en cinq jours, c'est un nombre non négligeable », s'est réjoui le coordonnateur technique du programme de santé communautaire, Emmanuel Koutaba.

Quelques cas atypiques opérés

Pendant les dix jours de consultations et cinq d'interventions chirurgicales, les médecins ont réalisé quelques opérations exceptionnelles. C'est le cas, par exemple, d'un enfant qui avait du mal à uriner à cause d'un calcul qu'il avait dans la vessie. « Il pissait en même temps du sang, nous avons été obligé de faire l'intervention », a expliqué le Dr Koutaba. Ceci au grand bonheur des parents qui ne savaient plus à quel saint se vouer. « Mon enfant souffrait depuis plus de six ans. Nous l'avions traité traditionnellement et emmené à l'hôpital sans trouver de solution. Mais grâce à l'hôpital de campagne de la Fondation perspectives d'avenir, nous venons de trouver la solution. Nous avons même accusé des gens qui auraient jeté un mauvais sort à l'enfant, mais quand les médecins sont venus, ils nous ont dit que l'enfant avait des calculs », a témoigné le père de l'enfant guéri.

Cette mission médicale a également opéré un pied bot. Il s'agit, en effet, de deux frères ayant les



Un médecin examinant un patient

deux pieds bots. Hélas ! À la fin, un seul pied du grand frère a été opéré. Quant au petit frère, il n'a pas pu être pris en charge parce qu'il avait la grippe. Malgré cela, le coordonnateur technique du programme de santé communautaire tient à opérer ces deux enfants dont les parents se sont présentés à eux. « Je crois que nous trouverons une solution pour que les quatre pieds soient opérés. Le souhait serait que les malades soient vus et soignés sur place, mais lorsque cela n'a pas été fait, c'est difficile. J'exhorte les parents à pouvoir être à l'écoute pour la prochaine étape. Si la distance n'est pas très grande, qu'ils se déplacent », a dit le Dr Emmanuel Koutaba, se félicitant

de l'apport de toutes les autorités départementales de la Cuvette-Ouest. Notons que les personnes opérées dont la plupart souffraient des cas de hernie ont été mises à la disposition de l'hôpital de base d'Ewo. Des personnes non consultées qui étaient en nombre impressionnant ont reçu, quant à elles, des vermifuges pour se faire déparasiter.

Une innovation dans l'accueil des patients

Lancé depuis près de trois ans, le programme de santé communautaire a connu une innovation dans la Cuvette-Ouest avec l'expérimentation de la carte munie d'une clé USB. Pour le superviseur de ce programme, le Dr Aimé Bem-

bé, ce modèle réduit pourrait être la future carte vitale au niveau national. « En effet, nous avons mis en place cette fameuse carte munie d'une clé USB. La carte est remise à chaque patient qui vient au niveau de l'accueil pour se faire enregistrer; automatiquement à travers un système Intranet, quand il se dirige vers les spécialistes, il présente cette carte sur laquelle il y a déjà son nom et les spécialistes mettent les renseignements cliniques afférents à ce patient », a-t-il expliqué.

Il a également rappelé que le programme de santé communautaire est l'un des volets de la Fondation perspectives d'avenir. Les fonds proviennent, entre autres, des dons, des ventes aux enchères, comme en témoigne la soirée de gala de bienfaisance organisée il y a quelques mois. Grâce à l'accord de partenariat avec le ministère de la Santé, cette opération a été menée par des médecins congolais, provenant, entre autres, du CHU, de l'hôpital militaire et d'autres hôpitaux. Le Dr Aimé Bembé a, enfin, annoncé qu'après Ewo, la prochaine étape sera le département de la Cuvette avant de prendre la destination de la Bouenza et de la Lékoumou, dans la partie sud du pays.

Parfait Wilfried Douniama

TRANSPARENCE

L'ITIE Congo amorce la rédaction du rapport 2014

Le comité exécutif de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) a lancé, le 4 mars à Brazzaville, le processus d'élaboration de son rapport d'activités, exercice 2014, en présence du représentant de l'administrateur indépendant, Magalie Kreitmann.

« Le but de la rencontre de ce matin est de lancer officiellement le processus d'élaboration du rapport ITIE, exercice 2014, en collaboration avec l'administrateur indépendant », précise le secrétaire permanent de l'Itié, Séraphin Ndion. Ce rapport 2014, qui constitue le septième du genre produit par l'Itié Congo, commence par l'étude de cadrage, conformément aux normes de l'Itie.

Il s'agit d'une série d'études concertées, qui doivent être élaborées conjointement par l'administrateur indépendant et le comité exécutif de mise en œuvre de l'Itie, au niveau de la coordination nationale. Cette étude de cadrage, qui ne concernait que le secteur pétrolier et celui des mines, sera, cette fois-ci, élargie au secteur des forêts. Elle consistera dans un premier temps, à identifier toutes les entreprises devant faire partie du rapport et permettra en outre, de maîtriser les flux de paiement de ces entreprises contenues dans le rapport. De même, ladite étude permettra au comité exécutif de l'Itié de statuer sur des aménagements ; les informations contextuelles ainsi que les attributions de licence. S'exprimant sur la qualité du pro-

cessus Itié Congo, la représentante du cabinet Fair-Links, administrateur indépendant choisie, Magalie Kreitmann estime que le Congo continue de réaliser des avancées significatives dans le processus de transparence dans les industries extractives. « En tant que technicien et spécialiste de la mise en œuvre de l'Itie, l'administra-



Les membres du comité exécutif de l'ITIE lors des travaux (photo adiac)

teur indépendant constate que le processus Itié Congo est solide. Nous constatons avec grande satisfaction que toutes les parties prenantes dans le processus sont impliquées, et que tous les ingrédients sont réunis pour une mise en œuvre sereine d'un processus de transparence. Nous disons oui, le Congo est un programme très mature, qui justifie que le pays détient le statut de pays conforme à l'initiative », affirme Magalie Kreitmann.

Par la même occasion, le comité exécutif de l'Itié Congo a fait le point sur la collecte des déclarations de l'exercice 2014, et adopté le programme actualisé de la mission de l'administrateur indépendant.

Firmin Oyé

PROJET CFIT

500 enseignants seront formés aux TIC

L'Unesco et le ministère de l'Enseignement supérieur ont animé, le 3 mars à Brazzaville, une conférence-débat sous le thème « les enjeux des technologies de l'information et de la communication dans la construction d'une société du savoir ».

Au cours de ce séminaire qui s'inscrit dans le cadre du projet fonds en dépôt de la République populaire de Chine à l'Unesco(CFIT), les conférenciers ont sensibilisé le public sur l'importance et l'introduction des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement.

Le projet CFIT concerne huit pays africains dont la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie et la Namibie sont les premiers à en bénéficier. Ensuite, viennent la République démocratique du Congo, la République du Congo, le Liberia, l'Ouganda et la Tanzanie. « La Chine a mis de l'argent au niveau de l'Unesco pour aider les pays africains à améliorer la qualité de

leur enseignement », a-t-on appris.

Ce projet a été lancé en République du Congo en février 2014. Plusieurs enseignants formateurs à l'École normale supérieure, à l'École normale des instituteurs et certains inspecteurs ont déjà bénéficié de cette formation. L'actuelle session est réservée essentiellement aux 500 enseignants des écoles primaires, collèges et lycées. Elle concerne les disciplines de mathématiques, sciences physiques, français, didactique, pédagogie et technologies de l'information et de la communication. « Nous avons limité le nombre d'enseignants à former à 500 du fait de la durée de la formation qui est de 18 mois et au financement mis à notre disposition. Avec le temps nous irons beaucoup plus loin en formons tous les enseignants du Congo », a indiqué Jean Goma Maniongui, coordonnateur du projet CFIT au Congo.

L'outil informatique aidera ces derniers à former aussi les élèves. « Actuellement les TIC ne sont pas beaucoup appliquées dans les écoles congolaises, même à l'université le taux d'application est très faible. Ce projet est fait de sorte qu'on puisse augmenter ce taux. Les programmes ne prévoient absolument rien dans nos écoles. L'école congolaise est effectivement dans un déficit en technologie », reconnaît Jean Goma Maniongui.



Vue des participants

Rosalie Bindika

MTN-CONGO

« Y'ello Digital Experiences » à l'ESGAE

Aujourd'hui, le numérique, support ludique et attractif, moyen d'accès privilégié à la culture et au savoir, est un outil d'apprentissage incontournable. Dans le domaine de l'éducation, en particulier, l'introduction des technologies éducatives apparaît comme une opportunité pour développer de nouvelles approches pédagogiques visant l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la formation. Savoir utiliser les TIC constitue une compétence clé à l'ère du numérique, à la fois pour l'apprenant et le formateur. Le défi est de taille pour notre pays, la République du Congo qui aspire à l'émergence. C'est dans ce contexte que, MTN Congo, entreprise citoyenne par excellence, à travers sa Fondation, toujours consciente de sa responsabilité sociale et préoccupée par les problèmes de l'éducation, s'est employée à vulgariser son programme « Y'ello Digital Experiences », pour la formation des jeunes cadres de demain. Après l'Université Marien NGOUABI, le tour est revenu à l'École supérieure de gestion et d'administration des entreprises (ESGAE) de Brazzaville, de bénéficier dudit programme.

Ainsi, le directeur général de MTN-CONGO, M. Djibril Ouattara, a procédé le jeudi 18 février à l'ESGAE, au lancement officiel du programme « Y'ello Digital Experiences ». En présence du directeur général de cet établissement privé, le Professeur Roger Armand MAKANY, des enseignants et des étudiants, et des agents de MTN (les MTNers) au nombre desquels le directeur de la Fondation MTN Congo, M. Cyriaque OKOUMOU OMBOLLA qui, d'emblée, a salué les deux directeurs généraux, pour « la clairvoyance de ce partenariat en matière d'échanges de solutions innovantes relatives aux technologies et innovations dans le domaine de l'enseignement supérieur en République du Congo ».

M. OKOUMOU a mis l'accent sur l'importance de ce programme, à travers lequel la communauté enseignante et étudiante de l'ESGAE aura la possibilité de « découvrir un véritable outil de recherche numérique ». « La formation Y'ello Digital Experiences, "Education et technologies" est un couple gagnant.



chologue des sciences de l'éducation, chercheur congolais, à l'origine de ce programme des technologies éducatives », a-t-il souligné.

Un protocole d'accord entre MTN Congo et l'ESGAE

L'heureux événement a été marqué par un protocole d'accord signé par les deux directeurs généraux, M. Djibril Ouattara et le Pr MAKANY. Dans le cadre de cette collaboration, d'une part, pour l'ESGAE, il sera question d'appuyer les activités de formation et de recherche organisées par l'une ou l'autre partie, à avoir des séminaires, des ateliers, des colloques, des conférences, des enquêtes qualitatives et quantitatives, des études de marchés ; mettre à disposition des ressources en matière de produits et services tests ; appuyer la Fondation MTN Congo à travers le service marketing sous forme de sponsoring d'activités socio-culturelles et sportives organisées par l'ESGAE ; organiser des programmes d'intégrations professionnels pour les étudiants de l'ESGAE pour des stages professionnels de qualification ; promouvoir la solution des paiements électroniques en matière de frais de scolarité et des enseignants.

Et d'autre part, pour la Fondation MTN Congo, l'ESGAE va organiser la formation continue des agents de MTN Congo à des tarifs préférentiels ; mettre à sa disposition une banque de données segmentées et actualisées d'étudiants diplômés de l'ESGAE ; l'appui par la Fondation MTN Congo à la conception et à la mise en ligne des outils de communication (publication en ligne de la Revue

l'appui par l'ESGAE des campagnes de communication sur les produits et services de MTN à l'intérieur de l'ESGAE en tenant compte des emplois du temps de l'ESGAE ; promouvoir l'utilisation et le développement en matière de connaissances au sein de cette écoles des solutions TICs de MTN Congo.

recherche sur internet. C'est là que MTN Va nous apporter son précieux concours », a reconnu le Pr MAKANY, souhaitant que ce partenariat puisse durer le plus longtemps possible.

En sa qualité de DG et de président exécutif de la Fondation MTN Congo, M. Djibril Ouattara a avoué que sa rencontre avec le Pr MAKANY a été des plus « surprenantes » car agréablement surpris de constater que son école disposait de l'internet, et que le Pr MAKANY était l'un des « précurseurs de l'enseignement supérieur de qualité au Congo... ». Ce qui, bien évidemment, fait de l'ESGAE, un des partenaires de choix de MTN Congo, dans le cadre du projet « Y'ello Digital Experience ».

« MTN est la fierté de l'Afrique. C'est la seule société africaine et la première



Le Pr MAKANY, remerciant le DG Ouattara d'avoir effectué le déplacement du centre-ville jusqu'à son école sise au quartier Moukondo, dans le quatrième arrondissement de Brazzaville, a qualifié de « particulière » cette journée du 18 février, au cours de laquelle « MTN Congo apporte son savoir-faire à l'ESGAE ».

« MTN est la première société de téléphonie mobile au Congo, et c'est finalement elle qui a pris cette initiative au Congo, d'accompagner la jeunesse, particulièrement dans le milieu universitaire. Et elle a vivement souhaité accompagner l'ESGAE au niveau de la formation du numérique. Cela nous honore, cela honore tous les étudiants de l'école, mais également les enseignants qui apportent leurs compétences au sein de notre institution », a-t-il déclaré, précisant que l'ESGAE dispose d'une connexion internet, du Wifi et depuis janvier, elle est raccordée à la fibre optique. « Mais, l'expertise que nous apporte MTN, à travers ce programme de formation, c'est contribuer à l'amélioration de la formation au sein de l'école, avec un programme de

en Afrique qui, aujourd'hui, est en compétition avec plusieurs autres sociétés de téléphonie qui ne sont pas nées en Afrique... MTN Congo est également fière d'avoir une Fondation pour pouvoir intervenir principalement dans l'éducation. La signature de la convention d'aujourd'hui est donc dans l'intérêt de deux leaders, chacun dans son domaine d'activités... C'est vrai, l'émergence d'un pays commence par l'éducation... », a fait remarquer le DG Ouattara, convaincu que « ce mariage va durer », parce qu'il y a d'un côté « le leadership d'un homme » et de l'autre, « une entreprise citoyenne convaincue que son rôle est aider ces leaders à atteindre leurs objectifs... ».

Les deux DG ont par la suite visité la salle informatique de l'ESGAE destinée à la formation relative au programme « Y'ello Digital Experiences ». Une photo de famille et un apéritif ont ponctué la fin de cette cérémonie à jamais gravée dans les annales de l'« ESGAE, la Grande école ».



Celle-ci sera dispensée par M. Frédéric OUAMBA, enseignant, pédagogue psy-

congolaise de gestion de l'ESGAE) avec possibilité d'encarts de MTN Congo ;

MTN, everywhere you go !

LIBYE

L'Algérie opposée à toute intervention militaire internationale

L'Occident est prêt à contribuer au rétablissement de la sécurité en Libye à travers une intervention militaire internationale, à condition qu'un gouvernement d'union nationale en fasse la demande. Mais la mise en place de ce gouvernement souhaité par les Nations unies se fait toujours attendre.

Réagissant aux informations qui circulent depuis quelques jours sur une éventuelle opération des forces spéciales de la France, de la Grande Bretagne et des Etats-Unis, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a mis en garde le 3 mars contre une éventuelle nouvelle intervention militaire internationale dans ce pays.

« Toute intervention militaire en Libye engendrera davantage de destruction et de pertes humaines », a-t-il déclaré. « Les aventures n'ont aucune chance d'aboutir au règlement de ce problème, ni dans l'immédiat, ni à long terme. L'Algérie respecte le droit de la Libye

d'instaurer le régime qu'elle juge adéquat pour son peuple », a ajouté le chef de la diplomatie algérienne. Malgré cela, tout porte aujourd'hui à croire que l'Occident prépare une nouvelle offensive en Libye pour tenter de freiner l'Etat islamique qui en a fait l'une de ses bases.

Même si une intervention militaire n'est pas prévue dans l'immédiat, des sources concordantes affirment que des forces spéciales sont déjà sur place pour préparer le terrain et guider les frappes contre le groupe Etat islamique. D'ailleurs, cela fait des mois que les puissances occidentales ont braqué leurs radars sur la Libye. L'Algérie n'apprécie pas trop que des forces étrangères s'activent chez son voisin libyen. Elle est contre une telle opération puisque l'intervention militaire de la coalition de 2011, menée sous le mandat des Nations unies s'était soldée par des conséquences désastreuses pour ce pays et l'ensemble de la région. Lancée par les Occidentaux pour soutenir les insurgés contre le régime de Mouammar Kadhafi, cette intervention a fait que la Libye soit au-

jourd'hui plongée dans le chaos après une transition politique non réussie. Le pays est en effet déchiré par des violences entre factions armées et divisées entre deux autorités rivales : un gouvernement reconnu par la communauté internationale et un autre par des islamistes appuyés par des djihadistes de l'organisation Etat islamique règnent sur place. Bref, le pays est livré à une anarchie la plus totale et la violence est quotidienne d'autant que l'Etat islamique s'est déjà implanté dans plusieurs zones. Le 2 mars dernier, des djihadistes venus de Libye avaient été abattus à Ben Guerdane dans le sud de la Tunisie, à la frontière libyenne. « Ces djihadistes venaient de la Libye et planifiaient des opérations terroristes en Tunisie », avait affirmé le Premier ministre tunisien, Habib Essid. Le ministre de l'Intérieur avait, pour sa part, parlé de la possible entrée de ces terroristes sur le sol tunisien, à la suite d'un raid américain le 19 février contre un camp d'entraînement du groupe Etat islamique à Sabrata, dans l'ouest libyen.

Nestor N'Gampoula

PRÉSIDENTIELLE BÉNINOISE

Cinq candidats favoris

Sur un nombre record de 33 candidats qui se sont affrontés pour l'élection présidentielle du dimanche 6 mars, cinq personnalités se détachent du lot pour remplacer Thomas Boni Yayi, le président sortant, dont l'actuel Premier ministre et deux des plus influents hommes d'affaires du pays.

Parmi ces personnalités figure Lionel Alain Zinsou Derlin, un banquier d'affaires franco-béninois. Il est considéré comme l'homme de la Francophonie par ses détracteurs. Premier ministre du Bénin depuis juin 2015, il a été de 2006 à 2011, conseiller spécial du président Thomas Boni Yayi. Proche de Laurent Fabius pour avoir été l'un de ses étudiants dans les années 1980, Lionel Alain Zinsou Derlin

se présente à cette élection comme candidat d'une coalition politique de l'opposition et du pouvoir. Neveu de l'ancien président béninois Emile Zinsou qui est resté un an au pouvoir de 1968 à 1969 avant d'être renversé, il est fils d'un médecin de Léopold Sédar Senghor.

Patrice Athanase Guillaume Talon, l'un des plus puissants hommes d'affaires du pays et adversaire acharné de Thomas Boni Yayi, est aussi l'un des favoris du scrutin. Le président sortant du Bénin l'avait accusé de tentative d'empoisonnement et de coup d'Etat. Des observateurs de la situation au Bénin disent qu'il a apporté un appui financier important à plusieurs acteurs politiques, dont l'actuel président béninois. Il faut aussi parler de Pascal Makandjou Koupaki, ex-Premier ministre de Thomas Boni Yayi

de mai 2011 à août 2013. Cet ancien cadre de la Banque ouest africaine de développement (BCEAO) et ex-directeur de cabinet de Alassane Ouattara, alors Premier ministre de Côte d'Ivoire, il a une riche expérience de gestion au sommet de l'Etat.

Sébastien Germain Ajavon, un autre homme d'affaires et président du patronat béninois peut aussi remporter cette présidentielle. Il en est de même pour Abdoulaye Bio Tchane puisque beaucoup de personnes le créditent déjà d'un score impressionnant. Economiste financier, il a été ministre des Finances du défunt président Mathieu Kérékou et président de la BCEAO. En mars 2011, lors de sa première participation à l'élection présidentielle il avait occupé la troisième place.

N.N'G.

Les djihadistes ont-ils assassiné deux Italiens enlevés en juillet ?

Au milieu des rumeurs d'une guerre imminente, l'Italie redoute que deux de ses ressortissants aient été assassinés en Libye.

Il n'y a pas encore de certitude, mais la Farnesina, le ministère italien des Affaires étrangères à Rome redoute que deux des victimes d'une fusillade récente près de Tripoli soient les Italiens Fausto Piano et Salvatore Failla. Techniciens, les deux hommes avaient été enlevés par les djihadistes libyens autour d'un complexe pétrolier du géant ENI, dans la région de Mellitah, à l'ouest de Tripoli. Appartenant à la société de construction Bonatti, ils faisaient partie de quatre Italiens qui avaient disparu sans laisser de trace, en juillet dernier.

Depuis lors, dans la discrétion qui lui est coutumière, la diplomatie italienne était à l'œuvre pour leur libération. Mais la région a été prise, après de violents combats, par la milice Fajr Libya qui a, à son tour, été attaquée récemment par les djihadistes de l'Etat islamique. La bataille, qui s'est concentrée sur la localité de Sabrata, a été furieuse et aurait fait de nombreux morts, ont indiqué des sources occidentales la semaine dernière. Les deux Italiens sont-ils les victimes collatérales de ces affrontements ?

Cela n'est qu'une parmi les hypothèses retenues. « Des vérifications sont en cours, rendues difficiles par la non-disponibilité des corps », indique le ministère des Affaires étrangères à Rome. Mais cette information n'est que la dernière d'une chaîne de faisceaux qui semblent indiquer que l'intervention militaire italienne en Libye n'est plus qu'une question d'heure. Des forces spéciales italiennes seraient déjà sur le terrain pour préparer d'éventuels raids d'une coalition internationale comprenant, outre l'Italie, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne.

Dans une succession d'affirmations, de sous-entendus et de démentis, l'Italie confirme sans confirmer qu'il y a du frémissement guerrier dans l'air. « Nous sommes en train de coordonner la formation de la force de sécurité et de stabilisation libyenne, qui devra intervenir quand un gouvernement aura été formé », avait déclaré la semaine dernière Mme Roberta Pinotti, la ministre italienne de la Défense. Elle avait également laissé entendre que des bâtiments militaires étaient positionnés en Méditerranée pour protéger les installations pétrolières en Libye. Son sous-secrétaire d'Etat, Domenico Rossi, a indiqué : « Nous attendons la formation du gouvernement libyen, il n'y a pas de 'war room' », infirmant une information américaine. Des Américains qui y vont, action et parole, plus carrément que les Européens échaudés par la première intervention de 2011 en Libye, qui avait abouti à la chute du régime de Mouammar Kadhafi. Multipliant les vols de reconnaissance, l'armée américaine a déjà mené au moins deux raids aériens en Libye, dont celui du 19 février contre un camp de l'Etat islamique à Sabrata, qui a probablement tué l'un des chefs du groupe.

Lucien Mpama

IN MEMORIAM



27 février 2015- 27 février 2016 (an) :
Jour pour jour voici un (1) an, il a plu au Tout-Puissant de rappeler à lui sa servante Elodie Jeanne Iloki (Mme le Maire) pour certains et « Mama-Mama » pour les descendants Ikolobongo Omolo.
« Mama-mama » tu as été arrachée à notre affection. Le temps qui passe n'a pas pu effacer la douleur de la séparation prématurée ni combler le vide laissé par ta disparition. Ton souvenir demeure impérissable.
En ce jour commémoratif, les enfants, nièces, petits fils et petites filles de la famille Ikolobongo Omolo, prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.
Que tu reposes dans la maison de ton père céleste est si forte qu'elle demeure la source intarissable de notre réconfort permanent.
Mama-Mama, tu as été pour moi : une mère, une amie, une confidente, une conseillère bref les mots me manquent MAMAN.
L'Eternel nous l'avait donné pour la joie et l'a rappelée pour sa grande gloire.
Mama-Mama, nous ne t'oublieront jamais.
Ta cadette

21 février 2001-21 février 2016, cela fait exactement quinze (15) ans il a plu au seigneur de rappeler à lui notre frère, grand frère Omolo Germain reconnu par « Lemory » arraché à fleur d'âge. Quinze (ans) au bout desquels son souvenir reste présent dans nos esprits et dont la douleur perdure dans nos cœurs.
Le temps qui passe ne peut effacer la douleur d'un être cher que tu as été pour nous.

A l'occasion de ce triste jour de ton anniversaire les enfants (neveux, nièces et petits fils ; petites filles) s'associent aux parents, famille Ikolobongo-Omolo et amis pour exprimer leur profonde gratitude envers ceux qui l'on connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.
Lemory, nous ne t'oublieront jamais.

Que ton âme repose en paix. Ta cadette



Libération de deux otages italiens

Au lendemain de l'annonce de la mort de deux Italiens, les djihadistes qui occupent le territoire libyen en ont libéré deux autres.

C'est le soulagement en Italie : vingt-quatre heures après l'annonce de la mort de deux premiers otages, le groupe de l'Etat islamique semble avoir libéré les deux derniers Italiens qu'il retenait depuis juillet. Les quatre hommes travaillaient pour une même société de construction, et avaient été enlevés près de Tripoli. « Deux otages italiens ont été libérés aujourd'hui à Sabrata à la suite d'une opération visant plusieurs habitations où se trouvaient des éléments du groupe Etat islamique », a déclaré le maire de Sabrata, Hussein al-Dawadi.

Le ministre Paolo Gentiloni, des Affaires étrangères, a confirmé la libération des deux otages. « Ils se trouvent maintenant sous la protection du Conseil militaire de Sabrata et sont en bonne santé », a-t-il indiqué. Les deux hommes, Gino Pollicardo, 55 ans, et Filippo Calcagno, 65 ans, avaient été enlevés avec leurs deux autres compatriotes, employés de la société de construction «Bo-

natti» près d'un complexe de la compagnie pétrolière ENI dans la région de Mellitah, à l'ouest de Tripoli.

Le parquet de Rome, qui avait ouvert une enquête pour « enlèvement et séquestration dans le cadre d'une entreprise terroriste », annonce que les deux hommes avaient été séparés il y a déjà quelque temps des deux autres otages. C'est-à-dire Fausto Piano et Salvatore Failla dont la mort a été annoncée jeudi par les services officiels. Les journaux ont avancé l'hypothèse que les deux tués avaient été pris sous le feu croisé de deux milices libyennes rivales.

Sur le plan politique, les choses n'avancent toujours pas. Or l'Italie attend la formation d'un gouvernement d'union nationale – et installé à Tripoli, la capitale – pour se joindre à une éventuelle intervention militaire internationale sur le terrain. Des forces spéciales françaises y seraient déjà en action, celles de l'Italie aussi selon les médias. L'ONU tente en vain depuis des mois de mettre en place un gouvernement d'union capable de faire face à l'extension des djihadistes en Libye.

L.Mp.



AGS INTERNATIONAL
Medical and Evacuation Services

COMMUNIQUE

Pour tous vos soucis de santé et pour un suivi et un résultat efficace une seule entreprise à votre disposition vers l'Afrique du Sud, AGS International Medical and Evacuation Services :

Quels sont nos services :

- Evacuation sanitaire ordinaire et par avion médicalisé
- Démarche administrative pour l'obtention d'un visa médical
- Hébergement, nutrition, transport et prise de rendez-vous
- Assistance médicale
- Conseil et orientation des malades
- Assurance maladie et assurance étudiant (sur le territoire sud africain)
- Vente et fourniture d'équipements médicaux sur commande
- Rapatriement des dépouilles mortelles vers les pays d'origine
- Formation du personnel médical

Pour de plus amples renseignements nous contacter à :

Brazzaville : 21 Rue Bandas, Avenue des beaux parents/ Poto-poto / Tél : +242 05 599 99 99

Pointe-Noire : Tél +242 06 857 03 80

KINSHASA Représentation ALTIUS
370 Avenue Kababasele Tsiamala (Ex Flambeau) Kinshasa - Gombe
Tél: +243 818 883 174/ +243 844 678 700

Votre santé c'est notre préoccupation

**VOTRE COURANT N'EST PAS STABLE ?
NOUS AVONS LA SOLUTION POUR VOUS !!!**



**AVEC LA NOUVELLE TECHNOLOGIE
DES RÉGULATEURS ATELEC (100% CUIVRE),
SÉCURISEZ VOTRE MATÉRIEL.**

Disponible chez BUROTOP IRIS

4 Avenue FOCH - Brazzaville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

RENAULT DUSTER 4X4
À PARTIR DE
14.900.000 FCFA
TTC*



RENAULT
La vie, avec passion



VOTRE RENAULT DUSTER 4X4 CLÉ EN MAIN!



- _ MOTEUR ESSENCE 1,6 LITRES
- _ 4 CYLINDRES | 105 CV | 4X4
- _ TRANSMISSION MANUELLE 5 RAPPORTS
- _ 5 PORTES | 5 PLACES ASSISÉS
- _ AIR CONDITIONNÉ
- _ ABS | VÉROUILLAGE CENTRALISÉ

- _ VITRES AVANT ÉLECTRIQUES
- _ BARRE DE TOIT
- _ RADIO CD + MP3 + USB + BLUETOOTH
- _ COMMANDE AU VOLANT
- _ ROUE DE SECOURS
- _ IMMATRICULATION OFFERTE

*prix livraison Pointe-Noire. Photo non contractuelle et dans la limite des stocks disponibles.



BOULEVARD DU PRÉSIDENT M. NGOUABI | B.P. 697 POINTE-NOIRE | RÉP. DU CONGO
CEL : + 242 06 948 89 08 | TÉL : + 242 06 665 40 30 | WWW.TRACTAFRICTMC-CONGO.COM

PROMO

Dubaï et Paris sont irrésistibles

Du 24 février au 30 avril 2016

BRAZZAVILLE
DUBAÏ A/R

À PARTIR DE
299.000 FCFA^{TTC*}

BRAZZAVILLE
PARIS A/R

À PARTIR DE
489.000 FCFA^{TTC*}



*offres soumises à conditions

Brèves

Afrique, une « zone de trafic clef » du marché mondial des drogues

L'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), rattaché à l'ONU, a publié un rapport stipulant que le Continent restait « une zone de trafic réel » et sa classe moyenne en expansions est un nouveau débouché pour les trafiquants. « L'ouest du continent est régulièrement utilisé par les trafiquants pour passer de la cocaïne et d'autres drogues en contrebande vers l'Europe. La cocaïne en provenance d'Amérique du Sud transite par certains pays de la sous-région avant de rallier l'Europe », selon le rapport qui ne donne pas de chiffre à l'échelle globale. La région est en outre devenue une zone de production de drogues de synthèses comme la méthamphétamine alors qu'elle « ne jouait pas un rôle important » dans ce domaine. L'organe de l'ONU souligne en outre que « les trafiquants, en quête de nouveaux marchés illicites où écouler la cocaïne et l'héroïne, ciblent la classe moyenne qui se développe dans certains pays africains comme le Bénin, pays de transit depuis plusieurs années et la Namibie, pays de transit qui est en train de devenir un pays consommateur ». Le rapport relève aussi que la consommation de cannabis est en première position, devant l'héroïne.

L'ONU a recensé 69 cas d'abus sexuels qui auraient été commis par ses Casques bleus

Le rapport annuel du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, relève une augmentation par rapport à 2014 (52) et 2013 (66). Sur les 69 cas d'accusations d'abus ou d'exploitation sexuels, 38 (55%) ont été enregistrés dans deux des 16 missions de maintien de la paix de l'ONU dans le monde: 22 en Centrafrique et 16 en RDC. Dans 19 cas au moins, les victimes étaient des mineurs. En tout, des soldats ou policiers de 21 pays sont mis en cause, avec en tête la RDC (7 cas), le Maroc et l'Afrique du Sud (4 cas). Suivent le Cameroun, le Congo-Brazzaville, le Rwanda et la Tanzanie (3 cas chacun). Bénin, Burkina Faso, Burundi, Canada, Gabon sont concernés

par 2 cas chacun. Neuf autres pays ont à déplorer un cas d'abus ou d'exploitation sexuelle présumés (Allemagne, Ghana, Madagascar, Moldavie, Niger, Nigeria, Sénégal, Slovaquie, Togo).

La réputation de ses soldats de la paix a été ternie depuis des mois par toute une série de scandales de viols et autres abus sexuels, notamment en Centrafrique où l'ONU a déployé 12.000 hommes en 2014. Insécurité au Mali: pour l'ONU, « la situation demeure préoccupante ».

Suliman Baldo, expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, s'est exprimé à Bamako sur la situation du pays, « préoccupante » compte tenu des attaques et violation des droits de l'homme. « D'abord, j'ai noté un certain progrès dans le processus de paix dans la mesure où les signataires » de cet accord de paix, entériné en mai-juin 2015 par le gouvernement, les mouvements armés qui le soutiennent et les groupes rebelles à dominante touareg qui l'ont combattu, « se sont mis d'accord pour accélérer la mise en place des mesures de sécurité », a affirmé à l'AFP M. Baldo. Cependant, a-t-il ajouté, « la situation sur place demeure très préoccupante. Il y a beaucoup d'insécurité dans le nord du Mali, et dans le Centre maintenant ». « C'est seulement avec le déploiement et le retour de l'Etat partout sur le territoire national que les droits des citoyens peuvent être mieux protégés et leur accès à la justice peut être garanti », a-t-il dit.

Starbucks ouvre son premier café en Afrique subsaharienne à Johannesburg

La chaîne américaine ouvrira fin avril deux cafés à Johannesburg, dans des centres commerciaux des quartiers huppés de la capitale sud-africaine. Son distributeur, Taste Holdings, précise que ses expressos proviendront du Continent, le reste des produits du monde entier. La chaîne gère plus de 22 000 cafés à travers le monde, mais uniquement 27 en Afrique : au Maroc et en Égypte.

Morgane de Capele

RCA

Michaëlle Jean salue la proclamation des résultats définitifs de l'élection présidentielle

La secrétaire générale de la Francophonie, Michaëlle Jean, salue la proclamation, par la Cour constitutionnelle de Transition, des résultats définitifs du second tour de l'élection présidentielle du 14 février 2016 en République centrafricaine (RCA).

« L'annonce de ces résultats définitifs constitue un moment décisif vers la fin de la transition et consacre la restauration de l'ordre politique et démocratique en Centrafrique. Je félicite le peuple centrafricain pour son sens des responsabilités », a déclaré Mme Michaëlle Jean à l'AFP.

« C'est une élection historique qui symbolise la profonde aspiration des filles et fils de la RCA à vivre dans une société en paix, pleinement tournée vers la reconstruction politique et démocratique ainsi que la prospérité économique et sociale. J'encourage les Centrafricaines et les Centrafricains à maintenir la dynamique de dialogue nécessaire à la réconciliation nationale », a-t-elle ajouté.

Elle adresse au nouveau président, Faustin Archange Touadera, ses sincères félicitations pour sa brillante victoire ainsi que ses encouragements pour les nombreux défis qui l'at-



Faustin Archange Touadera Crédit photo : ISSOUF SANOGO / AFP

tendent.

La secrétaire générale salue l'engagement et les efforts constants déployés par les autorités de la transition et l'ensemble des partenaires internationaux de la Centrafrique en faveur d'un processus électoral réussi, en dépit d'un contexte particulièrement difficile.

Elle rassure le président élu de la détermination de la Francophonie à poursuivre sa mobilisation, avec ses partenaires, en faveur de la consolidation de la paix, du renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit en RCA ainsi que de la reconstruction du pays.

L'OIF compte 57 Etats et gouvernements membres, 23 pays observateurs.

Antoine Daniel Kongo



Programme Lisungi
Plan National d'Action Sociale

A la suite de la cérémonie officielle du lancement des paiements en faveur des ménages de Brazzaville, le 17 décembre 2015, le gouvernement procède à partir du 7 mars 2016, au versement des allocations aux 2763 ménages bénéficiaires des arrondissements 1 Makélékélé, 2 Bacongo, 4 Mougali et 6 Talangai, au titre de la convention avec la Banque Mondiale.

A ce stade du projet, les 2^{ème} et 3^{ème} paiements concernent les 1720 ménages qui ont été servis le 17 décembre 2015. Les 1043 autres dont les dossiers étaient incomplets pendant cette période percevront du coup trois trimestres. Dans le souci de faciliter le bon déroulement des opérations, les listes des ménages sont affichées aux sièges des Circonscriptions d'Action Sociale (CAS) de chaque arrondissement d'où certains ménages sont également priés de retirer leur livret de bénéficiaire ainsi que le calendrier annuel de paiements courant 2016. Dans ce calendrier, il ressort que les prochains paiements vont intervenir le 11 avril, le 11 juillet, le 12 septembre et le 12 décembre 2016.

Il convient de rappeler que, conformément au manuel de procédures qui régit le Projet Lisungi-système de filets sociaux, les ménages bénéficiaires sont repérés et signalés par les communautés elles-mêmes, à travers les Comités communautaires de ciblage (CCC), élus en assemblée générale.

PROJET LISUNGI/Brazzaville

2^{ème} et 3^{ème} paiements en faveur de 2763 ménages

Avant le démarrage des opérations de signalement, première étape du processus d'identification, les membres des CCC sont formés sur les critères et le profil des ménages qui ont accès aux allocations, à partir du guide communautaire de ciblage élaboré par l'Institut National de la Statistique.

Le rapport produit par les CCC est soumis à une double enquête, la première, l'enquête sociale, effectuée par les agents sociaux, et l'enquête sociodémographique par l'Institut National de Statistique (INS). Le rapport de toutes ces enquêtes sont à nouveau soumis à l'attention des membres des CCC pour validation, en assemblée générale. Au cours de leur rencontre, les membres des CCC passent en revue le dossier de chaque ménage, suivant les observations émises par l'INS.

Le rapport émis par les CCC permet ainsi au Comité local de suivi (CLS) présidé par le Sous-préfet ou l'Administrateur-maire, selon la localité, pour donner un avis de conformité par rapport au manuel de procédures. Au sortir de la session du CLS, l'Unité de Gestion du Projet tire le proxy, un modèle mathématique qui permet de déterminer la catégorie de chaque ménage en ménage pauvre, moins pauvre et très pauvre. Après l'étape du proxy, il est organisé au niveau de chaque CAS, et en présence des membres des CCC, les forums d'enregistrement. C'est une opération qui consiste au prélèvement des empreintes digitales et des identités des chefs de ménages, de leurs membres et/ou des bénéficiaires. Cette étape précède le paiement.

Ce qui signifie que les ménages identifiés et sélectionnés sont, évidemment, connus des CCC parce que signalés par eux. En plus, un ménage qui ne répond pas aux critères, mais qui par erreur se retrouve parmi les bénéficiaires et qui bénéficie d'un premier paiement, ne peut avoir droit au prochain paiement. Ces cas de figures se sont récemment produits à Mvumvou et à Makoua, où les ménages à problèmes ont été retirés des effectifs et ont vu leur paiement suspendus. Et c'est pour s'assurer de la fiabilité des informations de chaque ménage que l'Unité de Gestion du Projet avait jugé nécessaire de retarder de verser les allocations aux ménages de Brazzaville.

Ce qui revient à dire que la présence d'un ménage jugé suspect, ne peut nullement remettre en cause le grand travail abattu par les CCC ou des agents sociaux dans le processus d'identification, ni la crédibilité du projet encore moins son impact dans la vie des populations vulnérables.

Il sied de noter qu'en lançant le Projet Lisungi, le Gouvernement du Congo ne poursuit qu'un seul objectif : interrompre le cycle de la transmission intergénérationnelle de la pauvreté.

Le projet Lisungi est dans sa phase pilote, l'étape qui permet de tester tous les outils, tous les mécanismes d'identification, de paiement et de communication, avant le passage à l'échelle. A ce stade, il ne serait pas possible d'exclure la moindre erreur dans le processus d'identification et de sélection des bénéficiaires.



LA BANQUE
MONDIALE

Na lisungi, tosungami !

Glad Services





LE RESEAU DES SMARTPHONES

Airtel TOUR BRAZZA

Moungali et Makélékélé,
lauréats de la première édition.



AG Partners

Le projet concours Airtel Tour, débuté en Novembre 2015 a atteint son apogée ce samedi 27 Février à 16h avec un mega concert sur l'esplanade du palais des Congrès. Les vainqueurs des 9 arrondissements de Brazzaville se sont affrontés dans les catégories DJ Atalaku et Battle Dance devant un jury constitué d'un artiste musicien, un DJ de la place, d'un chroniqueur culturel et un public de 7000 jeunes environs.

DJ Chouchou Love de Moungali et le groupe Hip Hop Ghetto RAVAGE de Makélékélé ont été sacrés meilleurs artistes, recevant chacun la coquette somme de 1 000 000 CFA. DJ Gora de Ouenze et DJ Tchokorobao de Talangai ont reçu respectivement 500 000 FCFA et 250 000 FCFA pour avoir été 2ème et 3ème du concours DJ Atalaku.

Dans la catégorie Battle Dance ce sont les groupes I Dance de Ouenzé (2ème) et Street Art de Poto-Poto (3ème) qui ont gagné les sommes de 500 000 FCFA et 250 000 FCFA.

Durant 5 heures de spectacle, plusieurs jeunes artistes locaux ont été invités sur la scène : DJ Kratos, DJ Epela, Bana A6, MAKHALBA Malecheck, Mafia Music, Keykolos, B12, etc...

Et pour clôturer le spectacle, Airtel a fait une belle surprise en offrant l'artiste Fabregas de la RDC, dont le refrain « Ya mado » fait danser la jeunesse Congolaise. La performance des artistes a été à la hauteur de l'évènement, l'objectif de Airtel Tour étant de promouvoir pendant 9 semaines dans tous les arrondissements de Brazzaville les services Airtel, d'autant plus que les populations ont pu gratuitement réactiver leur SIM Airtel.

A très bientôt pour une nouvelle édition !

CRÉATIVITÉ

L'artiste Keim-Oboura fabrique un éléphant pour le candidat Denis Sassou N'Guesso

Cette fabrication s'inscrit dans le cadre de la campagne à l'élection présidentielle du 20 mars. Cet éléphant palpable, dit l'artiste, vient soutenir le logo du candidat.

Artiste musicien et plasticien, Keim-Oboura, a réalisé ses œuvres, à savoir l'éléphant et la panthère pour le compte du président de la République. L'éléphant cadre avec le logo du président Denis Sassou N'Guesso, candidat à l'élection présidentielle du 20 mars au Congo-Brazzaville.

« J'ai eu une inspiration à partir du logo du président Denis Sassou N'Guesso qui m'a permis de monter un éléphant en deux mois. L'éléphant est dans la rue Mpassa n° 87 à Talangaï Petit Chose à mon domicile. Outre l'éléphant, il y a aussi une panthère. Les deux font du tapage dans ma parcelle. Voilà pourquoi je demande aux courageux de venir chercher ces bêtes pour les amener au domicile du président candidat, parce que l'éléphant qui se trouve dans son logo n'est pas touchable, alors que mon éléphant est touchable. D'où, je pense que sa place est chez le président Denis Sassou N'Gues-



L'éléphant, une fabrication de l'artiste Keim-Oboura

so. Nous sommes à la période électorale, ces deux animaux doivent l'accompagner partout où il passe », a-t-il expliqué.

L'artiste Keim-Oboura est aussi le président du groupe Universal Sanza d'Ano. Ce groupe a été créé par la volonté de l'ancien ministre et ambassadeur de l'Unesco, Antoine Ndinga Oba. En effet, avant qu'il ne trouve la mort en 2005, il avait demandé qu'on crée ce groupe avant de lancer un cri de détresse. « Quand nous sommes allés avec le ministre de la Culture et des Arts, Jean Claude Gakosso, lan-

cer le Festival panafricain de musique en France en 2005, Antoine Ndinga Oba était déjà mort. Donc, je n'ai pas eu le temps de causer avec lui. Voilà pourquoi pour l'honneur, j'ai créé mon groupe. Je joue à la sanza-basse solo et c'est moi qui ait fait que la sanza soit jouée dans Vocal bantou. Malheureusement, j'ai tant crié pour qu'on soutienne le groupe, mais hélas. Financièrement, nous accusons quelques difficultés. Mais qu'à cela ne tienne, le groupe a beaucoup évolué. »

Bruno Okokana

DIABLES ROUGES

Pierre Lechantre poursuit sa tournée en Belgique

Pierre Lechantre poursuit sa tournée ce week-end en Belgique. Accompagné de son adjoint Isaac N'Gata, de Salomon Bambendzé et Fortuné Tabouna, de la cellule « diaspora », le sélectionneur a été à Roulers ce samedi pour assister au match opposant Ostende à Charleroi. L'occasion de réunir les Congolais de Belgique.

Convoqué dans le groupe d'Ostende, pour la première fois

depuis le 20 décembre, Yannick Loemba a bien choisi son jour pour faire son retour : Pierre Lechantre et son staff ont été présents dans les travées du stade de Roulers, où a été délocalisé, samedi soir, le match entre Ostende et Charleroi. Avec 7 entrées et 97 minutes de jeu depuis le début de saison, il est peu probable que le sélectionneur national voit l'ancien Montois à l'oeuvre. Par contre, dans les rangs des Zèbres, Francis N'Gan-

ga devrait retrouver sa place de titulaire pour cette rencontre capitale dans la course aux play-offs 1, qualificatifs pour les meilleures places européennes.

En marge de la rencontre, le sélectionneur a rencontré Maël Lépicier, qui a joué vendredi soir à Lierse, comme milieu de terrain, avec Roulers (0-0). Marvin Baudry, en revanche, ne fera pas le déplacement, puisqu'il prépare son match face à Courtrai avec son équipe de Zulte-Waregem.

Camille Delourme

CLASSEMENT FIFA

Les Diables rouges perdent 5 places en mars

Après une perte de six places en février, les Diables rouges reculent de cinq rangs au classement Fifa de mars, publié jeudi. Sans jouer, le Congo est désormais 59e mondial et 8e continental.

Le classement Fifa du mois de mars a été publié jeudi. Et demeure toujours aussi mystérieux. Voir incompréhensible. Comment, en effet, expliquer la perte de 11 places des Diables rouges en deux mois (6 places en février, 5 en mars), alors que la sélection

congolaise, comme la grande majorité des sélections nationales mondiales n'ont pas joué de matchs officiels depuis plusieurs mois ? En effet, des cinq équipes qui ont doublé le Congo, seuls le Panama et la RDC A' ont disputé des matchs en 2016, à l'inverse du Japon, de la Corée du Sud et de la Slovaquie.

Soyons honnêtes, lors de la remontée au classement du Congo, les Diables rouges ont parfois bénéficié de ces incohérences (4 places gagnées en août 2015, sans avoir joué en juillet, 2 places ga-

gnées en juin 2015 sans avoir joué en mai).

Fort heureusement, cet étrange classement sera sans conséquence pour le Congo lors du tirage au sort des éliminatoires du Mondial 2018, puisque les chapeaux ont déjà été annoncés (le Congo est placé dans la chapeau 2). Et s'il reste surtout honorifique, pour l'instant, les Diables rouges auront l'occasion d'inverser la courbe dès la fin du mois en obtenant deux bons résultats face à la Zambie.

C.D.

Réalise-toi un projet pour les réalisateurs africains

Canal France International et Keewu Production lancent un appel à candidatures pour identifier des réalisateurs africains sur tout le continent et les former à la réalisation de séries télévisées.

Ce projet entend mobiliser les meilleurs talents du continent dans le domaine de la réalisation. Pour cela, CFI et Keewu Production souhaitent former huit réalisateurs aux spécificités des séries télévisées.

En mars 2016, Keewu Production démarrera la production de la seconde saison de la série C'est la vie. Comme la plupart des séries, C'est la vie s'inscrit dans une dynamique de production différente des films de cinéma car le tournage des épisodes s'effectue en même temps que l'écriture et la post-production. Cette mécanique est nécessaire pour tourner des fictions de qualité dans les contraintes et les limites imposées budgétairement.

Cela nécessite de la part du réalisateur une grande habileté dans la projection du travail passé, présent et à venir. Travailler vite, appréhender correctement l'urgence, sont tout aussi importants qu'être un talentueux metteur en scène.

Cet appel à candidatures vise à identifier des réalisateurs, sur tout le continent, souhaitant suivre une formation dans le cadre de la production d'une série télévisée africaine. Les meilleurs d'entre eux pourront ensuite réaliser un ou plusieurs épisodes de la saison 2 de « C'est la vie ».

Hermione Désirée Ngoma

BURUNDI

L'ex-président tanzanien Benjamin William Mkapa nommé nouveau médiateur de la crise

L'ancien président tanzanien a été choisi à l'issue d'un sommet des chefs de l'Afrique de l'Est qui s'est tenu le mercredi 2 mars. Principal artisan de l'Accord d'Arusha, William Mkapa tentera de mettre au tour d'une même table pouvoir et opposition burundais en exil.

la Tanzanie vers l'économie de marché. C'est aussi un vétéran de la diplomatie, il a été ministre des Affaires étrangères deux fois avant d'être élu président. Il connaît parfaitement la crise burundaise puisqu'il a déjà été à l'oeuvre comme médiateur aux côtés de Nelson Mandela. Il était d'ailleurs en première ligne pour établir l'accord d'Arusha signé en août 2000.

Le parti au pouvoir au Burundi a salué jeudi la désignation de l'ex-président tanzanien : « Nous nous réjouissons de la nomination de l'ex-président tanzanien, Benjamin William Mkapa, pour participer à l'équipe de facilitation car le président ougandais, Yoweri Museveni, actuel facilitateur, est trop occupé pour assumer cette mission seul », a



L'ancien président tanzanien Benjamin William Mkapa

Le sommet des chefs d'Etat d'Afrique de l'Est qui s'est tenu ce mercredi 2 mars à Arusha a reconduit la présidence tanzanienne pour un an. Le nouveau président tanzanien, John Magufuli, a fait appel à l'un de ses prédécesseurs, l'ancien président Benjamin Mkapa, pour initier une nouvelle médiation dans la crise burundaise. Car, Benjamin Mkapa connaît bien tous les acteurs burundais. Même s'il n'intervient plus officiellement sur la scène publique tanzanienne, l'ancien président reste une autorité reconnue et respectée dans le pays. Aujourd'hui âgé de 77 ans, Benjamin Mkapa est perçu comme celui qui a réussi la transition de

déclaré Pascal Nyabenda, le président du parti CNDD-FDD, au pouvoir ajoutant que ce dernier a plus de temps pour écouter les citoyens burundais. Le sommet de la CAE a clarifié néanmoins que le président ougandais, Yoweri Museveni restait le médiateur désigné de la CAE pour le dialogue inter-burundais.

Le Burundi est le théâtre de violences fréquentes depuis l'annonce, en avril dernier, de la candidature du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat. Ces violences ont fait plus de 400 morts jusqu'à présent, et au moins 240.000 Burundais ont fui pour se réfugier dans les pays voisins.

Fiacre Kombo

VIE DES PARTIS

Moïse Moni Della crée le Conadé

Les dossiers de ce dernier-né de la sphère politique congolaise relatifs à sa demande d'agrément devraient être déposés, le 7 mars, au ministère de l'Intérieur.

L'ancien secrétaire général du Rassemblement des Congolais démocrates et nationalistes, ancien coordonnateur de la plate-forme Soutien à Étienne Tshisekedi et ancien vice-ministre de la Presse et de l'Information, Moïse Moni Della Idi, dépose ce lundi, dans la matinée, au ministère de l'Intérieur, les dossiers relatifs à la demande de l'acte d'agrément d'un nouveau parti politique dénommé Conservateurs de la nature et démocrates (Conadé). Il sera accompagné, dans cette noble et ambitieuse mission, des fondateurs de cette formation politique représentant toutes les provinces du pays. Conadé, note-t-on, et comme son nom l'indique, est un parti politique à sensibilité écologique.

Moïse Moni Della Idi, rappelle-t-on, venait de claquer les portes du RCDN il y a quelques mois. Il a motivé son départ par une divergence de vues avec le président Roger Lumbala, notamment sur le dialogue politique qui devra être organisé au pays. Pendant tout le temps que Roger Lumbala a été en exil poussé par son rapprochement au M23, l'ex-se-



crétaire général de son parti a lutté pour que son nom figure dans le nombre des amnistiés. Il a également encouru beaucoup de risque pour maintenir en vie ce parti qui était dans l'œil du cyclone, à cause de ce rapprochement de Roger Lumbala avec le M23. Dans toutes les réunions, rencontres et activités de l'opposition, Moïse Moni Della Idi a porté très haut l'étendard de ce parti. Malgré les menaces de mort et autres tentatives de porter atteinte à son intégrité

physique, l'ex-secrétaire général du RCDN n'a pas baissé le bras, parce que, disait-il, c'est depuis l'époque du feu maréchal Mobutu qu'il a choisi le combat du peuple congolais. Ce qui l'a conduit en exil à Brazzaville et en Europe et ce n'est pas aujourd'hui qu'il va abandonner ce combat. C'est donc désormais au sein de Conadé, où il est président que Moïse Moni Della Idi pense continuer ce combat.

Lucien Dianzenza

PROCÈS CONTRE LES MILITANTS DE LUCHA

La peine des six condamnés réduite à six mois de prison

Condamnés à deux ans de prison en première instance, les six militants du mouvement pro-démocratie Lucha poursuivis pour « tentative d'incitation à la révolte » ont vu leur peine être réduite à six mois de prison en appel.

L'affaire des six jeunes militants du mouvement pro-démocratie Lucha arrêtés, le 24 février, dans la foulée de la grève générale décrétée par l'opposition en commémoration à l'anniversaire de la répression meurtrière de la « marche des chrétiens », qui réclamaient la démocratie en 1992, vient de connaître son dénouement. C'est le 4 mars à Goma que le tribunal a prononcé sa sentence qui est sans commune mesure avec celle dite en première instance dans laquelle les six militants de Lucha ont été condamnés à deux ans de prison. Le jugement en appel réduit plutôt cette peine à six mois seulement de prison pour chacun des prévenus. Ce qui constitue une victoire lorsqu'on sait que le ministère public, qui avait également fait appel contre le jugement en première instance, avait requis dix ans d'emprisonnement.

Poursuivis alors pour « tentative d'incitation à la révolte », ces jeunes gens ont été au cœur de nombreux appels à leur libération tant au niveau local qu'international. La pression était si forte au point de contraindre les autorités judiciaires à faire marche en arrière eu égard aux « charges fantaisistes » qui leur ont été infligées, selon l'expression de leur avocat Me Georges Kapiamba (coordonnateur des avocats de la défense) pour qui ce procès est non équitable.

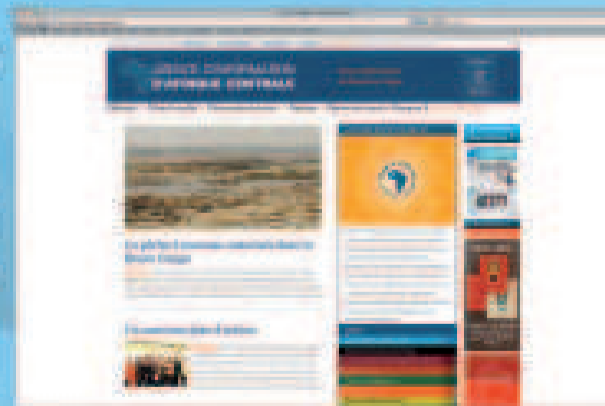
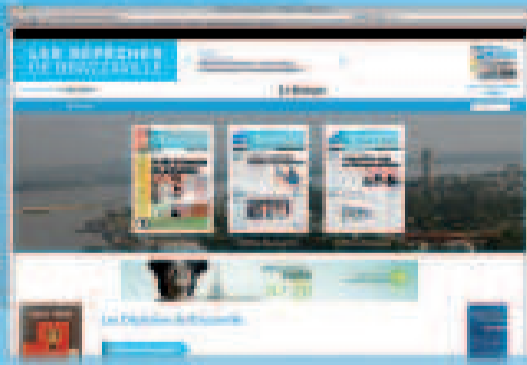
Préoccupé par ce qu'il qualifie d'instrumentation du système judiciaire congolais contre les acteurs de la société civile, le directeur du Bureau conjoint de l'ONU aux droits de l'Homme en RDC, José Maria Aranaz, estime pour sa part que cette condamnation prouve une tendance à la répression des libertés d'expression. Sur le même ton, la Voix des sans-voix (VSV) a dénoncé l'acharnement judiciaire contre les militants pro-démocratie de la Lucha qui, selon cette structure, est une honte pour la justice de la RDC. Mouvement de jeunes indignés, Lucha se définit comme une structure apolitique et non violente.

Alain Diasso

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Promouvoir une nouvelle race d'entrepreneurs locaux face à la concurrence étrangère

Plusieurs secteurs-clés à la croissance congolaise ont connu une véritable montée en puissance entre 2010 et 2015.

Le commerce est le deuxième secteur à contribuer désormais à la croissance de la RDC. Ensemble avec l'agriculture, les transports, les industries manufacturières et les services, ils contribuent à près de 50% à cette croissance. Pour accompagner l'émergence des secteurs autres que les industries extractives, les cabinets spécialisés multiplient actuellement les sessions de formation en faveur des entrepreneurs locaux désireux de se frotter à leurs concurrents étrangers.

Actuellement, beaucoup d'experts offrent leur expertise aux entreprises pour leur permettre de faire face à certaines problématiques dont la connaissance du marché et de ses attentes, l'ouverture du dialogue avec le client et la fidélisation de la clien-

tèle. Comme l'explique Alexandra Kizizié du cabinet Metanesis, auteur de deux livres intitulés Vente - attitude commerciale et Vente - techniques commerciales, la vente est une compétence qui s'acquiert et se perfectionne. Il est dangereux de la considérer seulement comme un don inné. En effet, le choix d'achat reste dicté par plusieurs facteurs. Et des études réalisées aux États-Unis d'Amérique ont démontré que l'attitude occupe la plus grande place dans la décision de l'acheteur. À travers cet indicateur, il faut simplement voir l'interface humaine qui représente l'entreprise. Cette technique permet de fidéliser le client. Selon Alexandra Kizizié, les études ont prouvé également que la majorité des clients abandonnent une entreprise à cause de l'attitude. « Partant de ces réalités, j'avais déjà beaucoup d'ouvrages sur les compétences. Alors, j'ai voulu écrire cette fois sur l'aspect qualité humaine et attitude. Ce

livre peut se vendre partout. Mais par rapport à Kinshasa, on a tendance à penser que pour positionner son produit ou pour être respecté par le client, il ne faut pas beaucoup sourire, par exemple, alors que les résultats des enquêtes qui restent valables aussi pour la RDC disent le contraire ».

Alexandra Kizizié estime que la RDC est bien dans une dynamique de croissance. Et maintenant, beaucoup d'entreprises internationales viennent s'implanter dans le pays. Ce nouvel environnement des affaires constitue une nouvelle donne à prendre très au sérieux. « Il est important de savoir qui se trouve en face de nous, quelle relation on doit avoir avec lui et comment je dois arriver à équilibrer les choses ». Certes, la dimension attitude vient, en premier lieu, dans la stratégie de vente. Mais il faut également mettre en bonne place la dimension technique qui contribue, se-

lon certaines études, à hauteur de 15% dans la décision d'achat. Avec la rude concurrence, les clients ont tendance à chercher l'offre qui s'adapte le mieux à leurs attentes. Ainsi, la technique de vente reste un élément crucial car les comportements ont bien évolué tant en RDC qu'en Afrique et partout dans le monde. « Hier, le client avait l'habitude qu'on s'adresse à lui de façon impersonnelle. Aujourd'hui, le client veut qu'on s'adresse non dans le cadre d'une communication de masse mais comme un individu ». Alexandra Kizizié y ajoute d'autres réalités marquantes, notamment le désir du client d'être accompagné avant de prendre sa décision, la prise en compte d'une relation sur le long terme, le meilleur rapport qualité-prix et la nécessité de fidéliser la clientèle. Les entrepreneurs ne se lancent plus aujourd'hui à la conquête des clients sans réunir les informations stratégiques utiles collectées lors des études de mar-

ché. « On le voit même au Congo, lors des formations, les gens ont besoin d'un discours technique et démonstratif pour comprendre », a dit Alexandra Kizizié. Selon elle, son livre ne peut être utilisé que comme un guide pratique par rapport à la prospection. Et puis, il y a une description des tâches pour chaque étape. Empruntant un langage imagé, elle conclut en présentant ses livres comme une corde à trois brins représentant l'attitude, la compétence technique et l'organisation. En définitive, il s'agit des trois piliers qui vont aider les entrepreneurs nationaux à ne pas disparaître avec l'arrivée massive des multinationales. Pour rappel, le 4 mars 2016, le Centre Wallonie Bruxelles et le cabinet Metanesis ont convié la presse et quelques entreprises dont les banques à une séance d'informations au sujet des derniers livres d'Alexandra Kizizié.

Laurent Essolomwa

PASSEPORT BIOMÉTRIQUE DE RDC

Christophe Muzungu invite les requérants à se le faire délivrer à Brazzaville

L'ambassadeur de la République démocratique du Congo à Brazzaville, Christophe Muzungu, a lancé un appel samedi aux ressortissants de son pays à passer dorénavant à la représentation diplomatique du pays pour se faire établir des passeports biométriques avec puce sur lequel sont gravées les informations personnelles du détenteur.

« Nous demandons aux ressortissants de la RDC au Congo à passer à l'ambassade où ils peuvent désormais avoir leur passeport », a déclaré le diplomate lors du lancement de l'établissement

mate s'est vu remettre le sien en un laps de temps.

Parlant des conditions à remplir pour l'obtenir, Christophe Muzungu a dit qu'il faut avoir la carte nationale d'identité. « En

compatriotes qui cherchent à avoir des passeports biométriques », a noté l'ambassadeur qui s'est réjoui de ce que le matériel nécessaire à l'opération soit désormais disponible à l'ambassade. À Kinshasa, le premier passeport de ce type avait été délivré au président Joseph Kabila Kabange le 10 novembre de l'année der-



Christophe Muzungu apposant sa signature

des passeports biométriques de la RDC dans la capitale congolaise. « Qu'ils soient à Pointe-Noire, Dolisie, Oyo ou ailleurs en République du Congo, tous les requérants sont appelés à venir à Brazzaville pour faire leur passeport », a-t-il fait savoir, ajoutant qu'on peut obtenir ce passeport « en un délai record ». Le diplo-

RDC, la carte d'électeur fait foi à la carte d'identité. En cas de perte, toute personne qui amène l'attestation de perte de la carte nationale d'identité doublée de la carte consulaire se verra délivrer le passeport biométrique avec puce », a expliqué le diplomate à la presse. « Nous venons de répondre à l'appel de nos

nière. Quant au déploiement de ce système, il se fait de manière progressive depuis le 2 janvier 2016 et sera opérationnel dans toutes les représentations diplomatiques à l'étranger, afin d'être en mesure de délivrer ce nouveau passeport à tous les requérants.

Nestor N'Gampoula

COOPÉRATION RDC-GRANDE BRETAGNE. NICK HURD

« La Constitution devrait être respectée »

Le ministre britannique de la Coopération internationale a devisé sur la question, le 4 mars, avec le Premier ministre Matata Ponyo qui l'avait reçu en audience.

Le ballet diplomatique se poursuit en RDC qui ne cesse de recevoir, ces temps derniers, de nombreux hôtes de marque. Après la récente visite à Goma et Kinshasa de Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, c'est au tour du ministre britannique de la Coopération internationale, Nick Hurd de fouler le sol congolais. En visite de trois jours en RDC dont la dernière étape était la ville de Goma, l'officiel britannique en a profité pour réitérer la position de son pays en rapport avec le processus électoral en cours en RDC.

Il a devisé sur la question le 4 mars avec le Premier ministre Matata Ponyo qui l'avait reçu en audience. Il en ressort que la Grande Bretagne continue de faire une fixation sur le respect de la Constitution pour la tenue des élections en RDC. « Nous avons discuté des préoccupations au niveau de la population congolaise, préoccupations au niveau de la communauté internationale en ce qui concerne le cheminement vers les élections où nous voulons que la Constitution de la RDC soit respectée pour la tenue des élections équitables en RDC. Nous croyons que la Constitution devrait être respectée », avait-il déclaré au sortir de l'audience à laquelle avaient également pris part les ministres de l'Énergie et de l'Intérieur.

Avant de quitter la RDC, le ministre britannique de la Coopération internationale a mis le cap sur le chef-lieu de la province du Nord-Kivu où il a assisté à la signature d'un accord de production de l'électricité entre le gouvernement provincial du Nord-Kivu et l'entreprise britannique, Virunga Energy.

Alain Diasso

HUMEUR

Et pourtant les mots méchants désintègrent tout tissu social !

Que ce soit en famille, en politique, dans les administrations, dans les quartiers et blocs, dans les villages, lors des réunions et meetings de toute nature, les mots qui agressent, diabolisent, noircissent, salissent, fâchent et mécontentent devraient en réalité être écartés dans les discours y relatifs afin qu'ils soient remplacés par ceux qui ne sont pas agressifs. Car le discours incendiaire n'a jamais construit, il est un bon facteur de destruction sociale.

Tenez ! Lorsqu'on côtoie les milieux où se tiennent des conseils familiaux, surtout les week-ends, on constate toujours que chaque membre de famille lorsqu'il prend la parole essaie de faire le « nzonzi », c'est-à-dire d'user les termes non blessants et non agressifs pour faire passer son point de vue. Et de plus en plus, cette façon de faire a atteint de nombreuses familles, car si ce n'était pas ainsi, plusieurs familles seraient déjà disloquées et on ne parlerait plus de conseils de familles dans nos cités. Ces conseils de familles sont un vrai facteur d'intégration sociale si l'on se réfère du volume des mots courtois et doux usités lors de leur déroulement.

Par contre, il n'est pas rare de voir que certaines retrouvailles d'ordre sportif des ligues et équipes, par exemple, soit au niveau national, sous-régional ou international se terminent en queue de poisson à cause de la diabolisation ou de l'emploi abusif ou incontrôlé des mots méchants par les dirigeants de l'équipe x en direction de ceux de l'équipe y. Une attitude peu commode lorsqu'on sait que les mots qui fâchent sont une vraie tige d'allumettes capable d'incendier une maison.

Que dire alors des meetings et rassemblements politiques ! Ils sont en réalité des moments importants pour voir dévoiler par des acteurs politiques des « projets politiques » qui structurent leurs « visions-programmes » pour le destin d'un pays, voire d'un peuple. Alors, la chose devient regrettable lorsque pour certains acteurs politiques, le « parler » en public lors de ces occasions se transforme en une tribune d'insultes, d'intrigues, de diabolisation ou de dénigrement, ou d'appels à la violence qui est un « aveu » d'un déficit argumentaire politique. Car jamais, on n'a vu un pays se transformer à travers des paroles « sales », « méchantes », « agressives », « haineuses », « fielleuses » et « non courtoises ».

Et dans les administrations, de plus en plus les spécialistes des ressources humaines parlent du climat interpersonnel administratif qui devient l'un des éléments moteurs du bon fonctionnement des administrations. Ce climat interpersonnel se caractérise par l'emploi par des agents des mots gais, réconfortants et courtois lorsqu'ils sont en train de se solliciter des services intra-entreprises selon les attentes des uns vis-à-vis des autres et vice-versa. Pour ces analystes des bonnes ambiances dans des entreprises, ce n'est que par le rejet des filtres qui bloquent les bonnes relations interpersonnelles que l'on pourrait arriver à un vivre ensemble administratif. Car des critiques abusives et violentes, des rejets systématiques des autres, des campagnes de diabolisation injustifiées sont des choses qui causent l'affaiblissement du lien social-entrepreneurial, qui lui-même n'est pas loin du déchirement social.

Bref, si la majorité du personnel d'une entreprise ou d'acteurs politiques ou sportifs se met d'accord sur le fait que des mots méchants sont assimilables à une lame de rasoir qui peut facilement blesser et gaspiller un contexte social ou politique, à quoi bon de les employer ? Et pourtant on peut dire de bonnes choses sans faire usage des termes agressifs, dénigrants ou dévalorisants car ils ont pour seul et unique rôle que de conduire vers l'abîme.

À bon entendeur salut !

Faustin Akono

DENIS SASSOU N'GUESSO

« Les conditions sont désormais réunies pour la création d'emplois »

Le président de la République sortant, candidat du Rassemblement de la majorité présidentielle (RMP) à l'élection du 20 mars a indiqué, lors de son meeting samedi à Pointe-Noire, que le climat est désormais propice pour la création d'emplois au profit de jeunes congolais.

Parlant du chômage des jeunes, Denis Sassou N'Guesso a affirmé que le pays est sur la bonne voie, car les conditions de paix sont réunies pour que les investisseurs créent des emplois. Mais avant cela, il faut d'abord régler,

du pays. Par exemple, présentement, il se déroule la construction de près de quinze usines à Maloukou qui donneront près de trois mille emplois pour la jeunesse, donc il faut la qualification de la jeunesse. Ainsi, par

sons et en couleurs. Venue très nombreuse et très enthousiaste, la population a plusieurs fois interrompu le discours du candidat Denis Sassou N'Guesso par des applaudissements très nourris et continus.

L'orateur a su, avec ingéniosité, leur expliquer son nouveau projet, « La marche vers le développement. Allons plus loin



Denis Sassou N'Guesso brandissant son projet de société à la population/Adiac

selon lui, la question de la formation qualifiante, c'est-à-dire de la formation professionnelle des jeunes.

En effet, selon l'analyse du candidat du RMP, en l'an 2050 le continent africain comptera près de 2 milliards d'habitants en majorité jeune, donc il est question de s'y atteler pour donner de l'emploi aux jeunes. S'adressant aux Ponténégrins en langue vernaculaire, kituba, l'orateur a beaucoup insisté sur la santé de la population qui occupe une place de choix dans son nouveau projet de société.

À cet effet, l'État procède actuellement à la construction de près de quinze hôpitaux généraux dans les douze départements

la formation professionnelle des jeunes, on luttera efficacement au chômage des jeunes.

Parlant de la fibre optique, Denis Sassou N'Guesso a souligné avec assurance ce qui est fait, car celle-ci a déjà démarré à Pointe-Noire et a atteint plusieurs localités du sud tout comme du nord du pays et ira jusqu'à d'autres localités du nord telle que Ouesso. Sans oublier le maillage de tout le pays en boulevard énergétique. Les travaux des usines de phosphate et potasse au Kouilou, qui donneront des milliers d'emplois aux jeunes, ont déjà démarré, a-t-il souligné.

Notons que ce meeting qui a duré près de trois heures a été riche en

ensemble », présenté comme la suite logique des deux premiers que sont : La Nouvelle Espérance et le Chemin d'Avenir. À la seule différence que celui-ci doit pouvoir avec insistance mettre les femmes et les hommes au cœur du développement, conformer le rôle stratégique de l'État dans l'économie et dans la sphère sociale, consolider et pérenniser la croissance économique inclusive par la diversification et les réformes économiques, préparer les jeunes à l'emploi par la formation qualifiante, arrimer le Congo au développement de l'économie numérique, poursuivre les réformes institutionnelles.

Séverin Ibara

AFRIQUE CENTRALE

La libre circulation des personnes, une pierre d'achoppement

En Afrique centrale, la question de la libre circulation des personnes reste une pierre d'achoppement. Elle est liée à des mythes, celui de l'invasion démographique, de la spoliation économique et la perversion sociale associée à la délinquance d'origine étrangère

Depuis mai 2015, la libre circulation des personnes est devenue effective au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Elle permet en théorie aux ressortissants de la région de circuler sans visa à l'intérieur du territoire communautaire. Des obstacles administratifs et politiques persistent.

Au regard de la taille modeste des marchés des pays d'Afrique centrale, l'intégration régionale au sein de la zone CEMAC apparaît comme la solution idéale pour promouvoir la croissance, le développement et l'échange culturel.

Pour le responsable de la division du Nepad, de l'intégration et du commerce de la Banque africaine de développement (BAD), Moono Mupotola, « la libéralisation du régime des visas d'un pays a des retombées rapides sur le potentiel de développement qui demeure inexploité ». Convaincu que la libéralisation des visas favorise la mobilité des talents et les opportunités commerciales.

A ce jour, 75 % des 20 pays du continent africain les plus ouverts en matière de visas se situent en Afrique de l'Ouest ou en Afrique de l'Est. Dans ce groupe de vingt pays, un seul est en Afrique du Nord, et aucun d'entre eux ne se trouve en Afrique centrale. On apprend que les pays africains à revenu intermédiaire ont, dans l'ensemble, de mauvais scores en ce qui concerne l'ouverture sur les visas, alors que les États plus petits, enclavés ou insulaires sont plus ouverts.

Noël Ndong

OBSERVATION DES ÉLECTIONS

Un compromis entre le Congo et l'UE

En provenance de Genève, le ministre des Affaires étrangères de la République du Congo a effectué un séjour de travail à Bruxelles du mercredi 02 au vendredi 04 mars. « Nous avons trouvé un bon compromis », a indiqué le ministre au sujet de l'observation des élections par l'UE.

À cette occasion, Jean-Claude Gakosso a été reçu par plusieurs personnalités à savoir Federica Mogherini, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, ainsi que vice-présidente de la Commission européenne ; Dider Reynders, ministre belge des Affaires étrangères et Patrick Gomes, secrétaire général du groupe des pays ACP. « Nous sommes venus à Bruxelles, cœur de l'Europe et siège des institutions européennes pour rassurer nos partenaires sur notre volonté sincère de voir se poursuivre notre coopération très ancienne avec l'Union européenne et les rassurer sur la sincérité de notre processus électoral. Dans deux semaines les Congolais iront aux urnes. Nous avons apporté des informations que, visiblement, ils n'avaient pas parce qu'ils me l'ont dit- sur les mutations institutionnelles que nous avons engagées dans notre pays. J'ai le sentiment que nous avons bénéficié d'une oreille attentive », a fait savoir Jean-Claude Gakosso aux Dépêches de Brazzaville et à Télé Congo, à l'issue de son séjour de travail. Le ministre des Affaires étrangères a déclaré avoir eu une convergence de vues avec ses interlocuteurs sur quasiment toutes les questions qui ont été abordées. « Nous avons rassuré nos partenaires et nous repartons à Brazzaville avec beaucoup de séré-



nité. C'est aux Congolais de décider de leur destin, de leur sort. La souveraineté est un principe intangible non négociable. Mes partenaires ont acquiescé parce que c'est un principe essentiel dans les relations entre les Etats », a déclaré le ministre.

Compromis sur le processus électoral
Le ministre Gakosso a également réagi sur la décision prise par l'UE de ne pas envoyer d'observateurs lors de l'élection présidentielle du 20 mars prochain à Brazzaville. « En diplomatie on ne dit pas tout et je ne suis pas sûr que dans cette déclaration tout ait été dit. Nous avons appris ici à Bruxelles qu'en réalité, ils avaient été pris de court pour envoyer une forte délégation d'experts à Brazzaville, en l'espace de trois mois. Parce qu'il faut l'accord des 28 Etats, il faut ensuite soumettre le dossier au Conseil et que cela soit adopté par les parlementaires, en plus d'adopter un budget. C'est des procédures très complexes qui m'ont été expliquées par madame Mogherini. Mais nous avons trouvé

un bon compromis, étant donné que l'Union européenne, à travers les Etats, est représentée à Brazzaville par des ambassades. Nous avons abouti à la conclusion selon laquelle les représentations diplomatiques à Brazzaville et à Kinshasa, ayant juridiction sur Brazzaville, vont se déployer sur le terrain au moment des élections et elles rendront compte à Bruxelles. C'est un bon compromis. On n'a pas à s'inquiéter qu'il n'y ait pas une armée d'experts. Les meilleurs sont ceux qui sont sur le terrain. Il n'y a pas mieux placés que les ambassadeurs qui vivent au quotidien ce processus électoral, les innovations que nous avons apportées, les débats contradictoires qui ont cours dans notre pays et aussi les difficultés qui sont les nôtres. Il n'y a donc pas mieux placés que ceux qui sont à Brazzaville. C'est un bon compromis que nous avons trouvé ici à Bruxelles », a conclu Jean-Claude Gakosso.

Patrick Ndungidi

COMITÉ NATIONAL PARALYMPIQUE

Mention acceptable en deux ans de gestion

La structure en charge du sport des handicapés congolais a dressé le bilan du travail abattu en vingt-quatre mois d'existence. A en croire son président, Simon Ibovi, les résultats sont positifs même s'il y a eu quelques ratés qui du reste doivent être corrigés au cours de cette saison sportive.



Les membres du bureau du CNPC dressant le bilan Crédit photo Adiac

« Les promesses faites ont été réalisées », a fait savoir le président du Comité national paralympique congolais (CNPC). Quelques comités départementaux ont été mis en place, les détections ont été réalisées dans plusieurs localités du pays, la formation des cadres techniques ainsi que la participation aux onzièmes Jeux africains Brazzaville 2015, le point culminant des activités sportives dudit comité. Simon Ibovi n'a pas manqué de franchise. Il a par ailleurs reconnu que tout n'a pas été parfait. Selon lui, il y a eu des ratés. La commission santé qui devrait être mise en place ne l'a pas été. Il était aussi question pour le CNPC d'étendre la pratique du handi-sport sur d'autres disciplines comme le basketball sur fauteuil, le volleyball assis, le football des unijambistes... La promesse, à ce niveau, est restée lettre morte. Mais rien n'est trop tard, a expliqué le président du comité paralympique. La saison sportive en cours leur permettra de tout mettre en œuvre pour atteindre des objectifs non réalisés même si, a-t-il reconnu, les comités départementaux ne se sont pas encore approprié le travail qu'il a réalisé : sensibiliser, mobiliser et détecter les athlètes à l'intérieur du pays. Le tir sera rectifié, espère Simon Ibovi. Le CNPC souhaite engager des athlètes dans plusieurs compétitions notamment le tournoi qualificatif au Jeux olympiques de Rio 2016 qui se disputera en Tunisie, sous peu. Après quoi aura lieu la 3ème édition du championnat national et la Journée nationale du handi-sport.

Rominique Nerplat Makaya

RÉFLEXION

L'Europe au seuil d'une crise majeure ?

Chaque jour qui passe accroît les incertitudes qui font de la vieille Europe l'un des acteurs les plus instables et donc les plus imprévisibles de la scène internationale. Perçue tout au long des cinquante dernières années par les grandes puissances, mais aussi par les pays émergents, comme un partenaire fiable que sa prospérité mettait à l'abri des crises qui secouent diverses parties du monde, elle se comporte aujourd'hui comme une communauté de nations qui ne sait plus où elle va, que déchirent des controverses internes de plus en plus profondes, qui pourraient si l'on n'y prend garde rouvrir les plaies du passé douloureux dont elle avait eu le plus grand mal à guérir.

Sur le plan humain, tout d'abord, la déferlante des migrants venus d'Afrique et du Proche-Orient provoque au sein de l'Union Européenne une crise d'une ampleur sans précédent. Elle conduit les pays de l'Est et de l'ex-Yougoslavie à fermer brutalement leurs frontières, ce qui a pour conséquence d'enfermer la

Grèce dans un étau qu'elle n'a aucune chance de desserrer. Elle creuse aussi un fossé, certes moins visible mais tout aussi profond, entre les «grands» de l'Europe que sont l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne. Et comme l'afflux des migrants vers le nord ne peut, si l'on y réfléchit bien, que déboucher sur une crise humanitaire de grande ampleur, avec probablement des milliers, voire même des dizaines de milliers de morts, l'on peut s'attendre à ce que ses pays membres soient tentés de rejeter sur les autres la responsabilité du crime contre l'humanité qui se prépare.

Sur le plan économique, ensuite, la situation n'est guère meilleure. A bien des égards même elle pourrait s'avérer pire à très court terme. Au cœur de la crise qui se prépare et que les dirigeants européens refusent de regarder en face se trouve une conception diamétralement opposée de la conduite des affaires publiques: avec, d'un côté les bons élèves de la classe qui veillent à ne pas

dépenser plus qu'ils ne gagnent et qui respectent strictement la loi des grands équilibres financiers; et, de l'autre côté, les mauvais élèves qui pensent que l'on peut accroître les dépenses publiques au-delà du raisonnable sans courir le risque de se trouver un jour en cessation de paiement. Il est bien évident qu'un jour ou l'autre les premiers - au premier rang desquels se trouve l'Allemagne d'Angela Merkel - feront savoir aux seconds - parmi lesquels figure la France de François Hollande - que la coupe est pleine et que s'ils ne se réforment pas rapidement l'Union Européenne ne pourra pas continuer à se construire.

Sur le plan politique, enfin, la voie sur laquelle l'Europe s'est engagée - sous la pression de l'Allemagne - en absorbant une partie des nations qui comptaient l'Empire soviétique sans réfléchir aux conséquences négatives que le passage de 7 à 15, puis à 28 membres aurait inévitablement pour sa cohésion interne s'avère suicidaire. Non seulement cette

ouverture irréfléchie a détruit le projet que les Pères fondateurs de l'Europe avaient construit au lendemain de la deuxième guerre mondiale, mais encore elle a généré le monstre sans tête qu'est devenu l'appareil administratif installé à Bruxelles. Dominée par une technocratie qui tient pour négligeables les Etats et leurs gouvernements cette «machine» apparaît chaque jour un peu plus déconnectée de la réalité et donc incapable de prendre les bonnes décisions. Son incapacité à gérer correctement la question des migrants en apporte une preuve de jour en jour plus accablante.

Question donc : l'Union Européenne est-elle capable de sortir du bourbier dans lequel elle s'enfoncé ? Nul ne peut évidemment le dire. Mais ce que nous pouvons affirmer, en revanche, c'est que si elle ne met pas très vite de l'ordre dans ses affaires elle implosera au sens propre du terme.

Jean-Paul Pigasse